le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire

# Une privatisation à peine masquée

Entre l'État et Suez...

...Ça gaze !

M 02137 - 1429 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent »
Pierre Kropotkine

hebdo n° 1429
du 9 au 15 mars 2006

# Sommaire

**Alertez les bébés,** par M. Rajsfus, *page 4*

Les trans, Act-Up et le **PS à Paris,** par P. Schindler, *page 5*

**L'autruche** guette les crocus, par F. Ladrisse, *page 5*

**Brèves**, envers et contre tout, même si la météo s'en mêle, *page 6*

Nouvelles des **fronts**, par Hugues, *page 7*

**4e action du Collectif des déboulonneurs,** *page 8*

Asnières-sur Seine, l'**internat de la réussite**, par des membres du personnel du collège A.-Renoir, *page 9*

La Coupe du monde **du sexe**, par Paco, *page 10*

**Biélorussie,** le point avec les **anarchistes**, par Hertje, *page 11*

Quand l'histoire **nous rattrape,** par J.-P. Tertrais, *page 12*

Avigliana, Italie, **des bombes fascistes,** par la FAit, *page 14*

**7 mars, salut ma colère !** par Pierre de Rennes, *page 15*

**Israël-Palestine,** de la vengeance, par U. Avnery, *page 17*

***Les trous de mémoire,*** Benoist Rey, par Paco, *page 19*

**Camus,** l'anarchiste et **Caligula** le tyran, par P. Schindler, *page 20*

La psychologie d'**Adler** par Catherine Rager, par J. L. de La Haye, *page 21*

Les **sans-papiers** à Neuilly, RL, *page 22*

**Agenda**, *page 23*

## Bulletin d'abonnement

| Tarifs (Hors-série inclus) | France et DOM-TOM | Étranger |
|---|---|---|
| 3 mois, 13 nos | 20 € | 27 € |
| 6 mois, 25 nos | 38 € | 46 € |
| 1 an, 45 nos | 61 € | 77 € |

**Abonnement de soutien**
**1 an, 45 nos 76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____


Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

# Éditorial

Faudrait savoir ce qui est pire pour le monde du travail. La grippe aviaire ou le CPE? Les médias nous interrogent tout en nous montrant de bien belles images. L'actuel ministre de l'Intérieur étreignant un pauvre agneau à la porte de Versailles à Paris. Ah oui, avant le printemps et Pâques, ça la fait, œcuménique en diable. Tout cela, on l'aura compris, est fait pour la présidentielle de 2007. Notre brave Ségolène a aussi tâté du bétail, juste ce qu'il faut; on est quand même élue du Poitou-Charentes.

Pour le Chirac, tout le monde à son gouvernement a ses couacs et des fuites. Nous ne parlerons pas du CPE, les gazettes s'en chargent. Pourtant, à l'heure où vous aurez ce *Monde libertaire* entre les mains, on saura si le succès annoncé du 7 mars aura accompli son devoir. Les syndicats, toutes tendances confondues, ont alerté sur les dangers qui pèsent sur les salariés, mais la formulation est inexacte. En fait, les centrales syndicales les engrangent pour l'avenir. Si elles ne soutiennent pas le mouvement des jeunes, elles n'auront pas de relève dans le monde du travail. Alors, poussées par l'actualité, de Montreuil à l'avenue du Maine, on soutient les jeunes en lutte.

Bien sûr, il est bien que le monde du travail organisé soit dans la rue avec la jeunesse qui cherche du boulot, mais on espère que la jonction puisse se faire au niveau des arrondissements, des communes, plutôt qu'entre états-majors dans les directions syndicales.

Tandis que le monde du travail se remobilise, le monde du capitalisme avance tous azimuts. Si l'Inde est courtisée de très près par les États-Unis, l'Arabie saoudite ouvrirait grand ses bras à la France, via Chirac. Rafale, voies ferrées, etc., tout est à acheter et une « quinzaine » de chefs d'entreprises de notre bel Hexagone s'en chargent.

Les prolétaires n'ont pas de patrie a-t-on dit et nul ne peut le nier. Malheureusement, les capitalistes non plus. Comme ils tiennent les rênes du pouvoir, des profits et des connaissances, ils ont un temps d'avance sur nous. Faudrait voir à inverser la tendance.

# Il y a de l'eau dans le gaz

**T.N.D.**

T.N.D. milite au groupe Idées noirés de la Fédération anarchiste

**Ce qui était présenté** comme une simple ouverture de capital, devant permettre l'acquisition de revenus supplémentaires pour GDF, a dévoilé son vrai visage : la privatisation du producteur de gaz français. Ce ne sont pas les syndicats qui l'avait pressentie et dénoncée, pour se faire ensuite traiter de menteurs, qui nous diront le contraire.

Il fallait s'y attendre : dans un peu plus d'un an, le secteur de l'énergie doit être libéralisé au sein de l' Union européenne et le contrat de service public entre l'État et GDF sera renégociable cette même année. Autrement dit, avant de pouvoir (et devoir) se lancer sur ce marché, et donc affronter les concurrents, mieux vaut avoir préalablement élargi les chiffres d'affaires et bénéfices pour avoir les reins les plus solides possible.

Suite à la tentative d'OPA du géant de l'électricité allemand E. ON sur Endesa, leader de l'électricité en Espagne, le groupe italien Enel, premier producteur d'électricité en Italie, exprima son intention d'OPA sur Electrabel, premier producteur d'électricité au Benelux, appartenant au groupe Suez. M. Mestrallet, président de ce dernier, ne voulant pas se retrouver dépourvu d'une de ses compagnies les plus prometteuses au vu de la future évolution du marché de l'énergie, s'empressa d'accélérer le processus de privatisation du groupe Gaz de France pour s'approprier ce dernier.

Cette pseudo-fusion (que M. Mestrallet présidera, Suez ayant la majorité du capital de l'éventuel futur groupe) permettrait la création d'un géant de l'énergie et de l'environnement, présent sur le marché du gaz (où il deviendrait leader mondial du gaz liquiéfié, entre autres), de l'électricité, mais aussi de l'eau, de la collecte, du traitement des déchets, etc.

Seulement, il faut faire passer la pilule : l'État avait promis de ne pas descendre en dessous de 70 % du capital de GDF, ce qu'il doit remettre en cause pour permettre au plus vite la fusion. On parle alors de patriotisme économique, autrement dit de protectionnisme, pour éviter l'isolement du gazier français lors de la libéralisation du marché, mais aussi en tirer profit en tant que actionnaire. S'ensuivent des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient :

- un tiers du capital du futur groupe pour l'État qui permettrait une minorité de blocage, mais pour bloquer encore faut-il être en désaccord avec la politique menée ;- une mission de service public garantie ainsi que la péréquation tarifaire, ce qui n'est pas du goût de M. Mestrallet qui estime être sur « une même longueur d'onde que les actionnaires de GDF autres que l'État » (*le Figaro* , mercredi 1er mars), et qui pourrait être remise en cause lors l'éventuelle renégociation du contrat de service public.

Berlusconi, bien malheureux qu'on

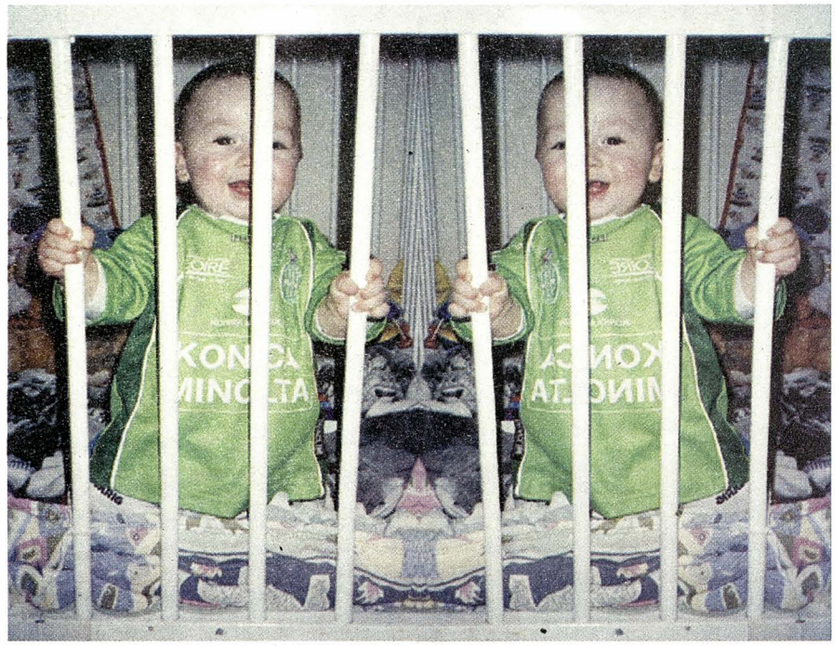
entrave les plans de son poulain Enel détenu à 20 % par le Trésor italien, demande « une réciprocité de traitement » (*le Figaro*, samedi 25 et dimanche 26 février), se référant à la neutralité de Rome dans l'OPA de la BNP sur la banque romaine BNL. Peut-être qu'à Paris on crut bon de répondre dans un esprit de réciprocité de traitement en matière de protectionnisme, vu la façon dont Rome avait tenté par un décret d'empêcher la prise de contrôle d'Edison, deuxième producteur d'électricité en Italie, par EDF.

Et les syndicats dans tout ça ? Patrick Pierron, secrétaire général de la fédération chimie-énergie de la CFDT (syndicat reconnu pour son esprit combatif face au libéralisme, comme vous vous en doutez...), a déclaré : « La meilleure façon de peser sur ce projet, c'est de poser des questions. » (*Les Échos*, mercredi 1er mars). Nous ne commenterons pas davantage la « clairvoyance » de tels propos... FO-énergie appelle à la grève le 7 mars, jour de manifestation nationale contre le CPE. La CGT tente de mobiliser les salariés des secteurs et pays concernés, et pense que celles et ceux de France peuvent très bien manifester contre cette fusion lors de la manifestation contre le CPE.

Cependant, d'autres stratégies sur le plan politique, social, et environnemental doivent être établies : grève le 7 mars, et après ? « Rassembler les salariés, débattre et engager la riposte ». Pas mal la CGT ! Mais sur quoi cela débouchera-t-il concrètement ? La question des services publics pour répondre aux besoins de toutes et tous ne doit-elle pas être remise sur le tapis ? Enfin, à l'heure où les pollutions en tout genre détruisent notre écosystème, des géants de l'énergie prêts à s'ouvrir à de nouveaux marchés et en capacité de fournir de nouveaux investissements ne menacent-ils pas la planète ?

**T.N.D.**

# Alertez les bébés !



**Le cri** lancé par Jacques Higelin, « Alertez les bébés ! », il y a quelques années, était prémonitoire. Il semble, en effet, que les bambins ont bien du souci à se faire. Si l'on en croit les pulsions du ministre de l'Intérieur, nombre d'entre eux risquent de se trouver dans la ligne de mire des apôtres de l'idéologie sécuritaire.

Depuis la publication d'un calamiteux rapport de l'INSERM, sur les « troubles de conduite chez l'enfant », en septembre 2005, qui avait pour finalité le « repérage des perturbations du comportement dès la crèche et l'école maternelle », les dérives ont été nombreuses. Très rapidement, au cours de leur congrès, les commissaires de police enfourchaient ce précieux cheval de bataille. Tout naturellement, Nicolas Sarkozy ne pouvait ignorer cet appel au développement d'un champ répressif de plus en plus vaste.

Bien sûr, les chers petits, qui ont très tôt une tronche de premier de la classe, ne sont pas menacés. Seuls, les malheureux qui n'auront pas eu le loisir de téter le meilleur lait au sein généreux de la Mère Patrie devront être surveillés de très près.

Ce n'est plus seulement Gavroche qui risque de mettre notre société en péril. Désormais, les petits morveux, qui se laisseront aller à tirer les cheveux des fillettes, seront dans l'œil du cyclone.

Pas de demi-mesures : notre sécurité future est à ce prix. Peut-être faut-il, d'ores et déjà, envisager la construction d'établissements pénitentiaires pour ceux qui, une fois leur dernière couche devenue inutile, ne manqueront pas de se livrer à des actes délictueux. Nicolas Sarkozy a si bien reçu le message que, dès le mois de novembre 2005, il laissait tomber cette sentence définitive :

« Ce n'est pas quand un adolescent de 15 ans est devenu multirécidiviste qu'il faut commencer à se préoccuper de son cas ! »

Cette société, qui va s'évertuer à déceler les « personnalités antisociales » ou les « troubles de conduite » dans les quartiers « sensibles » – car c'est bien de cela qu'il s'agit – va bientôt ressembler au Meilleur des mondes d'Aldous Huxley. Il sera possible de faire le tri entre les individus et de marginaliser précocement ceux qui pourraient représenter un danger potentiel pour leurs semblables : dès l'âge de 36 mois, préconisent les auteurs du rapport de l'INSERM...

Les spécialistes de la petite enfance ont du souci à se faire. L'obtention des grades de pédopsychiatre sera nécessairement complétée par une unité de valeur « Père fouettard ». À ce stade, nous sommes déjà au-delà de ces délits d'incivilité si bien décrits par Jean-Pierre Chevènement, puis par Nicolas Sarkozy qui, en ce mois de mars 2006, envisage très sérieusement, parallèlement au carnet de santé de l'enfant, la création d'un « carnet de comportement ».

La France, qui devient peu à peu un pays de vieux (tout au moins dans la tête) va devoir dégager suffisamment de personnel pour surveiller les hordes juvéniles à qui il va falloir apprendre à marcher au pas. On ouvrira toutes grandes les portes des pénitenciers pour tous ceux qui refuseront de se laisser formater.

Il est vraiment urgent d'alerter les bébés. Sans tarder !

**Maurice Rajsfus**

# Les trans règlent leurs comptes avec le Parti Social-mou

SEULE LA LUTTE PAYE, les trans l'ont une fois de plus prouvé. Le Groupe activiste trans (GAT) et la commission trans d'Act-Up Paris (AUP) décident d'occuper les locaux du PS, rue de Solferino à Paris, le 14 février dernier. L'objectif est de manifester leur colère, face à la surdité du principal parti d'opposition français. En Europe, seules l'Espagne et l'Allemagne ont fait avancer leurs législations en la faveur de leurs revendications.

## Un accueil hyper violent

En effet, dès leur arrivée, des camarades ont été frappés. Une militante a filmé la rencontre. On y voit les gros bras du P (comme pourris) et S (comme salauds) agresser nos camarades, puis tenir des discours issus de la langue de bois. L'argument avancé est que : « pour prendre position, ils ont besoin de l'expertise des trans »... Ce qui correspond à un foutage de gueule : depuis la fin de l'été dernier et après la dernière manifestation nationale Existans 2005 [1], le GAT et AUP ont tenté d'expliquer maintes fois les enjeux de leur combat à Adeline Hazan, chargée des droits de l'homme au PS. Mais celle-ci semble absolument dépassée par le sujet et n'a donc pas transmis les infos à son parti. Une photographe de l'AFP a également été maltraitée. En réaction, les manifestants ont fait un « die in » [2] en attendant Hollande et en refusant de sortir. Les interlocuteurs se succèdent, dont le responsable des questions sanitaires du PS, qui avoue « ne rien connaître au dossier ». Après 1 h 30 d'agitation, un rendez-vous avec Hollande est pris pour le 8 mars. Et comme par hasard... Le soir même, une dépêche du PS arrive au local d'Act-Up. Il se prononce : « pour la dépsychiatrisation des trans ! »

## Pourtant les revendications sont simples

Elles ne s'arrêtent pas à la seule dépsychiatrisation [3], les trans exigent également « le libre choix de leurs médecins dans le cadre d'un protocole de soins individuels respectueux de l'identité de la personne. Le droit à l'autodiagnostic, incluant l'arrêt immédiat des pseudo-protocoles instituant une maltraitance théorique de la part de psychiatres incompétents. La prise en charge par la Sécurité sociale des opérations dans l'UE et dans le monde entier, ainsi qu'une adaptation des dispositifs juridiques et administratifs dans la période transitoire, afin d'éviter la clandestinité. Le changement immédiat d'état civil avec ou sans opération et enfin, la régularisation des personnes trans étrangères menacées dans leur pays d'origine, ainsi que la réalisation d'études épidémiologiques, pour enfin connaître la réalité du sida parmi les trans, ainsi que des études sur les interactions entre les traitements VIH et les traitements hormonaux. »

**Patrick Schindler**
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Voir l'article et les interviews consacrés dans *le Monde libertaire* du 6 au 12 octobre 2005. Une bonne partie du GAT se définit comme libertaire.

2. Le « die in », importé d'Act-Up New York, consiste à s'allonger par terre, afin d'empêcher les flics d'embarquer les militants. Il signifie symboliquement la représentation des victimes du sida.

3. Pour rappel, avant l'abrogation du texte de loi en 1981, les homosexuels, hommes et femmes étaient également considérés comme relevant de la psychiatrie.

## Quand l'autruche éternue...

### Socialisme et barbarie

**« En 2000, j'ai été le premier à parler des barbares. On m'a montré du doigt. » Malek Boutih, PS, ancien de SOS-Racisme.**

Et puis est venu le temps du sarkozysme triomphant, de la racaille et du Kärcher, et moi, le précurseur, forcément on m'a oublié. Par dépit, j'ai rejoint le Parti socialiste. Oui, parfaitement, par dépit, arrêtez de vous marrer ! Ah, vous êtes vraiment des barbares.

### Une capitale, hier

**« La Tchétchénie est aujourd'hui la région la plus sûre au monde. » R. Kadyrov, chef des milices prorusses.**

On murmure d'ailleurs que Sarko aurait prévu de se rendre dans les mois qui viennent à Grozny, afin de s'inspirer du modèle tchétchène en matière de lutte contre l'insécurité. Une capitale hier, un champ de ruines aujourd'hui. Ou comment ne plus se faire huer lorsqu'on visite Argenteuil.

### Ça sent les élections, t'as dû marcher dedans

**« L'intérêt de Paris est de contribuer au développement des transports communs en banlieue. » Delanoë, toujours maire.**

Traduction : pour que les Parisiens puissent continuer de circuler tranquillement dans leurs chouettes berlines, y faut bien qu'on aide les bouseux de la périphérie à doubler le nombre de bus bondés entre Saint-Denis et Ivry. Alors, il est pas beau, mon Plan de déplacement ?

### Multirécidiviste

**« La commission des conflits du PS, ne croyez pas que j'en ai peur : j'y suis déjà passé huit fois. » Georges Frèche, toujours au PS.**

Une fois de plus il est prouvé que traduire devant les tribunaux les délinquants notoires, ça ne leur sert pas de leçon.

### Paradoxe

**« Il y a quelque chose de paradoxal à demander des sanctions contre un élu qui a dit des bêtises, qui le reconnaît et s'en est excusé. » Strauss-Kahn, élu.**

DSK, t'es qu'une raclure. Je te chie tout chaud dans la bouche, mais attention : je m'excuse, j'ai dit une bêtise. Oseras-tu être paradoxal ? Il est vrai que je ne suis pas élu...

### Merveilleux

**« À condition de se protéger, on peut parfaitement non seulement venir à la Réunion, mais en plus y passer un séjour merveilleux. » Galouzeau de Villepin, en villégiature.**

L'accueil y est réputé et, pour les moins fortunés, l'île propose en ce moment des séjours tout ce qu'il y a de plus abordables. À condition, bien sûr, de loger aux urgences.

### Sa conviction

**« Ma conviction, c'est que ce crime a une dimension antisémite. Ce sera aussi celle des enquêteurs, puisque je les dirige. » Sarkozy, aux parents d'Ilan Halimi.**

Notre conviction est dès lors que les enquêteurs chargés de l'affaire ne seront pas soumis aux pressions croisées du ministre, de leur hiérarchie et des médias, et qu'après plusieurs mois d'enquête ils pourront librement, et en toute objectivité, livrer leurs conclusions.

**Frédo Ladrisse**

(sources: France Info, *Libération*, *le Nouvel Observateur*, *le Parisien*, *Politis*)

**... c'est toute la jungle qui s'enrhume**

# Brèves de combat

## Plan com' à la SNCF

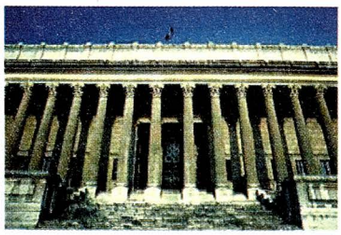
Conséquence médiatique des révoltes de novembre 2005, la SNCF a annoncé le 1er février la désignation d'un conseiller pour « les questions liées au recrutement, à la promotion interne et aux relations avec la clientèle et le public, au regard de l'égalité des chances et de la non-discrimination ». Le plan com' est parfait puisque ce monsieur peut justifier d'un patronyme idoine (Karim Zeribi) et d'une intégration réussie (chargé jusque-là du développement des compétences à la Sûreté SNCF, celle notamment des quasi-flics de la « Suge » ? – Surveillance générale). « En relation avec les autorités publiques », nous apprend le communiqué, il « favorisera la collecte des candidatures crédibles dans les quartiers sensibles ». Les heureux élus travailleront ainsi pour une SNCF qui se fait fort par ailleurs d'envoyer les pauvres (pas « crédibles », eux) en prison avec le délit de fraude habituelle (7 000 plaintes depuis juillet 2002, 2 000 jugements rendus dont 1/3 de prison ferme, 1/3 de sursis et 1/3 d'amende). Bienvenue dans l'autocontrôle social…

## Empêchons les expulsions

L'expulsion de M. Akdag (père de famille turc de Mâcon) n'a pas eu lieu. Par deux fois il a refusé d'embarquer avec le soutien des passagers contactés par des habitants de Mâcon venus spécialement à Lyon, et le RESF-Lyon. Il est actuellement en prison. En France, on a des voleurs célèbres en liberté et des innocents en prison ! Il sera jugé le 15 mars au TGI de Lyon. D'ici là, il faut continuer à lui manifester notre solidarité et à exiger que son arrêté de reconduite soit annulé

## « Fini de rire » a encore frappé

Juge à la cour d'appel de Lyon, Grégoire Finidori, surnommé « Fini de rire », alourdit systématiquement le verdict prononcé en première instance. Dernier exploit en date, la condamnation en appel, le 23 février, à trois mois de prison avec sursis et cinq ans d'interdiction de droits civiques de Virginie, qui avait pourtant été relaxée. Arrêtée le 30 avril, lors d'une manifestation de jeunes libertaires qui a mal tourné, elle a été accusée par les policiers de rébellion et outrages, et jetée trois semaines en prison. Mais les enregistrements de vidéosurveillance, ont joué en sa faveur, apportant la preuve qu'elle avait été molestée et non l'inverse. L'affaire sera pourvue en cassation.



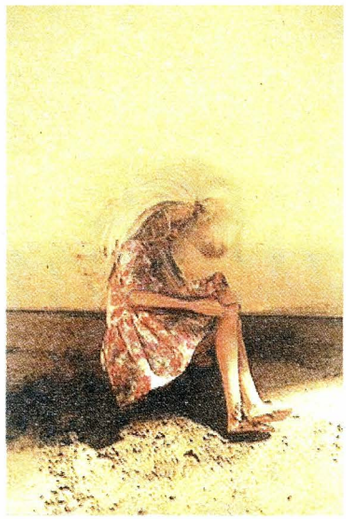
## Répression

Les trois personnes accusées d'avoir dégradé le 17 novembre dernier les bornes de contrôle biométrique du lycée de la vallée de Chevreuse ont été condamnées à trois mois de prison avec sursis, 500 euros d'amende (pour l'intrusion dans le lycée) et 9 086 euros de dommages et intérêts (pour les machines). Quand on vous dit que la biométrie, ça peut finir par coûter cher. contrebiometrie@yahoo.fr

## Violeur avec circonstances atténuantes

Février 2006. Italie : un viol n'est pas si grave si la victime de 13 ans n'est plus vierge !

Pour la Cour de cassation italienne, un viol est moins grave si la victime n'est pas vierge et même si elle n'a que 13 ans. Les cinq hommes qui siègent à la plus haute institution judiciaire italienne ont rendu un jugement accordant des circonstances atténuantes à un individu coupable d'avoir violé une adolescente, car sa victime avait déjà eu des expériences sexuelles. La décision de la Cour de cassation a déclenché un véritable tollé, notamment chez les associations de protection de victimes.

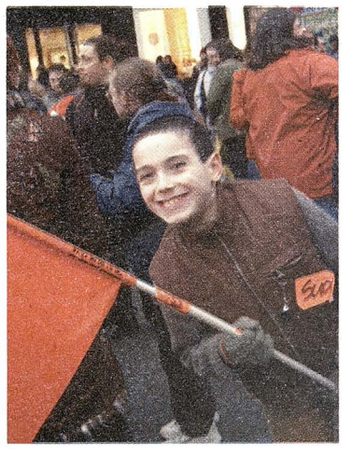


## Lutte anti-CPE, à Tours

Le vendredi 3 mars au matin l'IUT de Tours, occupé, a été évacué par les CRS. Dans cette ville, le site Tanneurs a connu le même sort. Un étudiant a été blessé lors de l'opération. Plus grave, celles et ceux partis ensuite pour occuper le siège du Medef n'auront pas attendu une heure avant de voir débarquer les flics. Certainement crevés par leur journée de cogneurs, ils s'en sont donnés à cœur joie, frappant les étudiants, les saisissant par les cheveux, les poussant dans les escaliers. Bilan : une quinzaine de blessés, trois personnes hospitalisées, dont une dans un coma léger.

## Lutte anti-CPE, à Paris

Il aura fallu attendre le 3 mars pour que se tienne à la Sorbonne la première AG concernant le mouvement anti-CPE. À l'issue de cette gentille réunion (une centaine de participants), aucune



décision, ni de grève ni de blocage, encore moins d'occupation, n'a été décidée. Néanmoins le rectorat a fait évacuer le site, faisant appel aux CRS qui, curieusement, ne campaient pas loin. Aucun blessé ne fut ici à déplorer, et les cours ont pu continuer. Qui a dit que la Sorbonne, depuis 68, avait changé ?

## Le Sénat occupé par le 9e collectif de sans-papiers

Samedi 4 mars au Sénat se tenait la première journée des Français à l'étranger.

Il paraissait logique que les sans-papiers s'y invitent. Une cinquantaine de soutiens du 9e collectif ont donc occupé pendant plusieurs heures une salle située sous l'hémicycle. Nous demandions à rencontrer le président, Christian Poncelet, on nous a proposé de rencontrer le directeur de cabinet : nous avons refusé. Un rassemblement de soutien s'est organisé devant le Sénat. La gendarmerie menaçait d'une expulsion imminente, mais Poncelet s'est finalement déplacé pour nous rencontrer. Il a ensuite téléphoné au préfet pour lui demander de nous recevoir. Nous avons alors accepté de sortir. Une petite victoire contre ce gouvernement raciste. La lutte continue !

# Nouvelles des fronts

**50 000 BUREAUCRATES EUROPÉENS** défilent à Strasbourg le 14 février sous l'égide de la Confédération des syndicats (CES). La directive Bolkestein est votée en première lecture. Les jeux sont faits, le libéralisme une fois de plus joue et gagne. Résistance dérisoire face à une mesure qui étend la notion de marchandise aux services publics et à 70 % des richesses produites par le travail. Certes, le PS, las de recevoir des tomates durant les manifestations, a tenu ses élus en laisse et n'a pas fait voter la directive à ses représentants contrairement aux autres partis « socialistes » européens. Il est de bon ton de préparer les élections de 2007, d'éviter des couacs dans le PS, de préparer un deuxième tour unitaire ouvrant des horizons sociaux riches de promesses non tenues.

Ici et là, des grèves pourtant éclaircissent le couvercle de la soumission, ici pour les salaires, là contre la précarité... Bientôt peut-être pour foutre le cul par-dessus tête à cette société et à ceux qui se repaissent de la misère qu'ils organisent et gèrent dans le sens de leurs intérêts. Grève illimitée chez Veolia (Générale des eaux) fortement suivie, selon la CGT, pour une augmentation des salaires ; grève dans le métro de Toulouse pour l'amélioration des conditions de travail. Grève à l'hôpital de Cayenne contre la précarité et la dégradation du service public; 350 emplois précaires sur 1 500 agents hospitaliers, une sorte de record de « France ». Encore un bienfait de la colonisation à n'en point douter. Grève à l'hôpital Avicenne (Seine-Saint-Denis) afin de protester contre les sous effectifs – 74 postes vacants – et la dégradation des soins. À quand un mouvement global, à quand un Tous ensemble qui au-delà d'un slogan qui fait chaud au cœur pourrait faire reculer la bête et mettre un frein à une société qui ne cesse depuis bientôt trente ans de s'enfoncer dans toujours plus de précarité, toujours plus de misère individuelle et collective ?

Quant au bal des vampires, la danse macabre continue de plus belle, et la valse des emplois supprimés ne connaît pas de pause. À France Télécom, un ancien fleuron public privatisé, des bruits, colportés par SUD, laissent penser qu'entre 2006 et 2008, 22 000 emplois pourraient être supprimés non pas afin d'améliorer les prestations de service, on s'en doute, mais afin de tenter de rassasier l'avidité des actionnaires. Altadis (ex-SEITA, ex-entreprise publique) 600 à 700 emplois seront supprimés, 1 000 à 1 500 pour les pessimistes, en France et en Espagne. Là encore pour cause de bonne gouvernance, comprendre : augmenter la productivité et les profits.

La grippe aviaire fait aussi ses premières victimes, 11 000 dindes liquidées, 1 400 CDD et intérimaires sacrifiés dans la filière, et ce n'est peut-être qu'un début. Demain, chômage technique en vue pour les CDI. Faudrait quand même pas les payer à rien foutre, c'est que le prolo a vite fait de prendre de mauvaises habitudes. Métallurgie : fin des 35 heures avec le passage maintenant possible de 180 à 220 heures supplémentaires par an. Heures sup qui pourront éventuellement être imposées. Merci FO, merci la CGC, merci la CFTC, votre trahison vous honore une fois de plus. Les salariés de l'informatique, de l'automobile, de l'aéronautique vous remercient d'avoir aussi habilement sauvegardé leurs intérêts et les vôtres. C'est vrai qu'ils auraient pu un peu se bouger, mais la confiance aidant, à quoi bon ? L'IUMM, bras armé du Medef, peut se réjouir d'un tel accord, car si ça passe dans la métallurgie, il est peu probable que ça casse ailleurs. À moins que, un grain de sable dans la mécanique de la trahison, et c'est reparti comme en 36. Rêvons !

Allemagne, 22 000 agents communaux et régionaux ont cessé le boulot pour protester contre une augmentation du temps de travail sans hausse de salaires. L'idée est simple : revenir aux 40 heures hebdo – aujourd'hui 38,5 heures – sans compensation. Et y'en a qui trouvent encore à redire !

Toujours chez Angela, on annonce dans un avenir de plus en plus proche la retraite à 67 ans. On l'attendait pour 2035, la voilà à l'horizon 2029, demain pour... Par saut de puce, on peut estimer que les 67 ans pour la retraite, c'est pour bientôt et pas seulement de l'autre côté du Rhin. Là encore un seul remède, un grand bordel réorganisateur. Sinon d'augmentation du temps de travail en retraite repoussée, cinquante ans d'acquis sociaux passeront aux oubliettes de l'histoire sociale. Canada, BCE (Bell), 3 000 à 4 000 emplois dans le collimateur des spécialistes des restructurations. En principe en jouant sur les départs à la retraite (faudrait savoir) mais quoi qu'il en soit, c'est 3 000 à 4 000 jeunes chômeurs de plus.

Bonne nouvelle pour les gens de mer, une convention collective internationale va être enfin appliquée, finie la galère pour les marins du sud. Âge minimum de travail 18 ans, sécurité à bord renforcée, couverture sociale pour tous, 72 heures de travail hebdo consécutifs maximum sur 7 jours. C'est bien, mais qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas d'une victoire des marins suite à une grève illimitée et internationale mais de l'intérêt bien compris des armateurs les plus puissants qui risquaient de crever à leur tour du dumping social et des bateaux poubelles. Alors en protégeant le travail, on vise surtout à protéger le capital !

Quand il n'y a pas de danger, le libéralisme est moins protecteur. En France, 3,7 millions de personnes (chiffre 2003) vivaient sous le seuil de pauvreté fixé à 645 euros par mois, soit 200 000 de plus qu'en 2001. On attend avec impatience les chiffres pour 2005 mais on imagine déjà... Nos grands pourfendeurs de précarité et grands réparateurs de fracture sociale ne cessent d'y travailler depuis. Pour preuve le CNE et le CPE pour lequel nous avions rendez-vous le 7 mars.

**Hugues**
Groupe Pierre-Besnard

# Paris

## 4e action du Collectif des déboulonneurs

**Ce n'était pas un concert** de Thomas Fersen qu'étaient venues voir les cinquante personnes regroupées devant l'Olympia ce vendredi soir à 19 heures, mais un barbouillage de panneaux publicitaires en public. Au signal donné par un commandant déboulonneur, il a suffi au groupe de traverser le boulevard des Capucines pour se trouver, à l'angle de la rue Cambon, au pied de deux exemplaires de ces panneaux, des 8 m² éclairés et déroulants.

Une mécanique bien huilée s'est mise en place immédiatement : escabeaux disposés, sono préparée pour les prises de parole, appareils photo montés sur leur trépied, comme un tapis déroulé sous les pieds des sept barbouilleurs et trois barbouilleuses qui, agitant leurs bombes aérosol, se sont avancés et ont commencé à peindre leurs slogans sur les panneaux.

La première prise de parole a expliqué la motivation de l'action : l'absence d'un débat à la mesure du phénomène urbain que représente l'affichage publicitaire. Ensuite, la revendication principale a été donnée : ramener la taille des panneaux à 50 x 70 cm, c'est-à-dire celle de l'affichage associatif à Paris. Puis la présence de la publicité à l'école a été dénoncée, comme particulièrement intolérable parmi l'envahissement ambiant. Le problème des boîtes aux lettres envahies de prospectus a aussi été évoqué.

À 19h15, la police est intervenue pour prendre les pièces d'identité de huit des barbouilleurs. Cela n'a pas interrompu les prises de parole. Un orateur a décrit sa réaction devant un bus entièrement pelliculé, « décoré » par une marque de chaussures de sport : l'indignation, puis la décision (les publicitaires cherchant par leurs provocations à susciter des réactions, même de colère, dans le corps social) de ne pas agir à chaud, et de se réserver pour les actions généraliste comme celle de ce vendredi soir, qui permettent de « donner des coups de pied dans la fourmilière » sans se faire récupérer. Le même orateur a donné ensuite des nouvelles de la bâche de Clichy, qui a été retirée début février grâce à l'action des associations Paysages de France et Résistance à l'agression publicitaire.

L'orateur suivant a dénoncé la publicité en tant qu'incitation à consommer. À 19h30, la police, dont on a appris, grâce à une oreille attentive, qu'elle regrettait de n'avoir que deux paires de menottes, a appelé du renfort. Une personne a pris le micro pour dire qu'un yaourt ou un costume pouvaient être achetés sans qu'on ait de publicité, et a mis en cause le truchement de la publicité, pour des costumes, qui était affichée sur les panneaux : nous faire croire qu'en achetant le produit on peut accéder à la perfection physique et au prestige des mannequins représentés, ce qui est bien sûr absurde.

Un passant qui s'est présenté comme « simple spectateur » a ensuite remercié les militants qui « mouillent leur chemise » pour la cause antipublicitaire. Puis le budget de la publicité a été rappelé : 1 200 milliards annuels dans le monde et 30 milliards en France. Ensuite, quelqu'un d'autre a dénoncé le fait que des hommes et femmes politiques de tous bords ou d'État vendent actuellement leur image pour la réclame d'une radio commerciale : la publicité asservit le politique.

Quelques autres aspects de la publicité ont encore subi la critique. Lors d'une interpellation dans le métro, un militant s'était entendu conseiller par un vigile, qui n'y croyait qu'à moitié, de porter des œillères ; les publicitaires marchandent des vies humaines, etc.

À 19h50, un message a émané de la police : pour faciliter l'interpellation, la foule était priée de se désolidariser des barbouilleurs. En réponse, ces derniers ont fait quelques vocalises et ont entonné la chanson du Barbouilleur. À 20 heures, le capitaine est arrivé, et une proposition a été faite à la police : soit ils rendaient les pièces d'identité et la manifestation était dispersée en cinq minutes, soit les barbouilleurs se laissaient joyeusement embarquer. Dans les deux cas, ce serait considéré comme une victoire, ce qui est le propre de la non-violence. Un militant a alors pris le micro pour une autre chanson tout à fait de circonstance.

À 20h10, un policier a bâillé (pourtant la chanson était vraiment belle), et les cartes d'identité on été rendues, ce qui a permis au groupe de partir se réunir dans un café des environs. À 20h20, le lieu de l'action reprenait son aspect habituel, à l'exception des messages superposés à ceux de la publicité : « Espaces publics, profits privés » et « Harcèlement psychique, à quand la liberté de réception ? »

**Les Déboulonneurs**

# L'internat de la réussite

**Le 16 janvier 2006, des membres du personnel du collège Auguste-Renoir d'Asnières-sur-Seine ont adressé une lettre ouverte à l'inspecteur de l'académie de Versailles et au président du conseil général des Hauts-de-Seine...**

Madame, Monsieur,

Le bâtiment dit A' de notre établissement dans lequel se trouvaient six salles de cours, ainsi que celle du foyer socio-éducatif, est aujourd'hui fermé et remplacé par quatre préfabriqués exigus et placés sur les terrains de sport.

En effet, le conseil général des Hauts-de-Seine, propriétaire des murs, a choisi de transformer ledit bâtiment en « internat de la réussite », à l'exemple de celui en place au collège François-Truffaut de cette même ville d'Asnières.

Nous, personnel du collège Auguste-Renoir, nous nous étonnons de n'avoir été informés de cela que de manière orale et incomplète : quid des statuts de cet internat, des critères de recrutement, de son financement, des conventions signées entre l'Éducation nationale et le conseil général, des fondements idéologiques et pédagogiques d'une telle entreprise ?

Ce n'est donc qu'à notre initiative qu'une partie des informations nous sont parvenues puisque aussi bien le conseil général, l'nspection que le rectorat n'ont pas daigné répondre à nos demandes de renseignements. Nous avons notamment pu prendre connaissance du texte du discours de M. Sarkozy, président du conseil général des Hauts-de-Seine, prononcé lors de l'inauguration de l'internat du collège Truffaut.

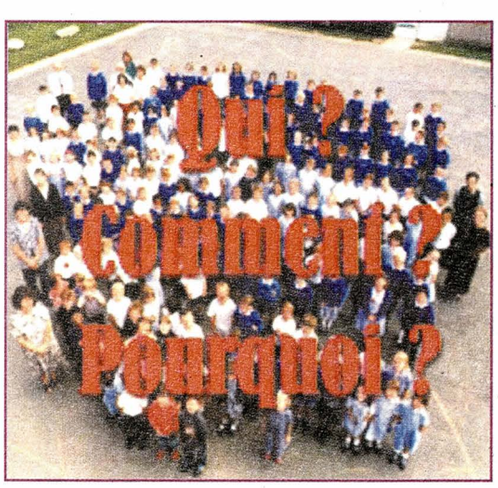
Monsieur le président y affirme que la création de cet internat s'inscrit dans « le projet de loi sur la délinquance » de 2002 mais qu'il ne s'adresse pas « aux jeunes turbulents » (pour lesquels on a récemment créé des centres fermés) mais « aux jeunes méritants ». Il s'agit donc non pas d'éloigner des fauteurs de trouble de leur quartier de résidence, mais d'en extraire une partie des meilleurs éléments, ce qui est, d'un point de vue pédagogique, pour le moins curieux : que deviendront les collèges de ces quartiers difficiles si on leur enlève leurs meilleurs élèves ? Si la phrase qui insiste sur l'exiguïté des appartements où vivraient ces jeunes gens, sur « (c)es frères et sœurs turbulents » (la répétition de ce terme est pour le moins troublante puisqu'elle renvoie à une terminologie scientifique en vogue) et de « l'absence des parents », nous en rappelle une autre qui évoquait « le bruit et l'odeur » de ces familles nombreuses et immigrées, elle sous-entend surtout que la délinquance, ou la turbulence si on préfère, vivrait sous le même toit (pour ne pas dire dans le même nid) que le mérite et l'excellence, lesquels pourraient être alors naturellement contaminés par elle si la société n'y prend pas garde. Dire cela, c'est raviver de vieilles et nauséabondes théories.

Le risque pour ces jeunes ne viendrait donc pas simplement de la mauvaise influence éventuelle de leur quartier, mais de celle de leur propre famille, risque que ne sauraient apprécier les services sociaux...

Par ailleurs, le paragraphe suivant dans lequel il est question de « discrimination positive » pose à mi-mots le problème cette fois du point de vue de l'immigration et de l'origine des élèves, considérées comme des « handicaps ». Ce glissement, d'un paragraphe à l'autre, de la délinquance à l'immigration est bien sûr choquant puisque c'est un cliché de l'extrême droite française antirépublicaine, raciste, xénophobe et antisémite.

Or, dans ce même paragraphe, M. Sarkozy donne sa propre définition de l'égalité, quelque peu différente de celle qui fonde notre République (l'égalité des droits et des devoirs) et va même jusqu'à remettre en cause le principe du collège unique, critiquable peut-être, mais qui demeure néanmoins la loi !

De plus, quand il dit que, dans son esprit « la discrimination à la française (serait) une discrimination qui rétablit le principe d'égalité des chances pour ceux qui sont prêts à faire des efforts », cela contrevient à l'esprit de l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dans lequel l'égalité



de droit n'est pas soumise à une restriction de mérite. Cette idée sous-entend que ces internats ne s'adressent pas à des futurs citoyens de droit, mais à de futurs citoyens, éventuellement, de mérite !

C'est affirmer qu'il y aurait différents niveaux et qualités de citoyenneté selon l'origine des uns et des autres, c'est donc clairement un discours raciste.

D'autre part, il est légitime de se demander qui serait compétent pour trier les méritants des autres, qui serait à même de faire en sorte que « la réussite par le mérite et l'effort retrouve en France toute sa place » (quel affront pour nous qui sommes tous les jours sur le terrain !), qui proposera à ces élèves enfin une chance, eux qui « n'ont même pas eu de première chance » (n'ont-ils jamais été scolarisés ?), qui s'intéressera « à leurs progrès scolaires » (n'ont-ils pas de famille ?). On s'interroge en effet sur l'identité de ce possible sauveur, de ce nouveau messie...

Il dit ailleurs que « nous devons donner à chacun la possibilité de maximiser ses chances de réussir sa scolarité, quels que soient les revenus de la famille », reconnaissant ainsi la réalité des inégalités sociales, mais sans proposer de mesures pour les atténuer, juste celle qui consisterait à faire sortir quelques individus triés sur le volet de leur « ghetto social », comme Dieu l'aurait fait à Sodome et Gomorrhe à la demande d'Abraham.

Enfin, la littérature mais surtout une réalité bien proche de nous nous fournissent suffisamment d'exemples d'enfants qui, séparés de leur famille et regroupés en de tels endroits, loin de la protection et de l'affection des leurs, deviennent victimes ou bourreaux du groupe, pour que cela nous inquiète au plus haut point. Notre collège, pour lequel les demandes de dérogation sont rares, n'a pas besoin de telle publicité.

En conclusion, il nous semble clair et évident que nous ne pouvons que nous opposer le plus fermement possible à la mise en place de cet internat (dont les travaux, fait rare, ont commencé sans retard), fondé sur une idéologie que nos institutions elles-mêmes refusent, et nous ne comprendrions pas que des fonctionnaires (malgré, peut-être, les récompenses promises : ordinateurs pour les uns, travaux de réhabilitation pour les autres) puissent soutenir un tel projet qui n'a d'autres fins, aux frais des contribuables que nous sommes, que de lancer une pré-campagne électorale, au détriment de nos conditions actuelles de travail et de la réussite de nos élèves, dont certains cours se déroulent maintenant dans des baraques en plastique deux fois moins nombreuses que les salles perdues. Ces dizaines d'élèves n'ont-ils pas droit à de meilleures conditions de travail, n'ont-ils pas droit de « maximiser leurs chances de réussir leur scolarité » ?

*Des membres du personnel du collège Auguste-Renoir*

# La Coupe du monde du sexe

**Du 9 juin au 9 juillet 2006**, douze villes allemandes vont accueillir la Coupe du monde de football. Plus de trente-six millions de spectateurs, majoritairement masculins, sont attendus.

Pour combler les caprices des fans du ballon rond entre les matches, quarante mille femmes seront « importées » d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Certains supporters fêteront ainsi les victoires durement acquises sur les stades. Vous savez, le fameux « repos des guerriers ». Les autres iront tirer leur sale coup pour tenter d'oublier la défaite de leurs héros...

L'Allemagne a légalisé le proxénétisme et l'industrie du sexe en 2003. À l'évidence, les quartiers chauds ne pourront pas contenir les milliers de touristes sportifs-sexuels qui afflueront telles des hordes barbares particulièrement alcoolisées.

Alors, pas conne, en prévision de ce méga boum commercial, l'industrie allemande du sexe a construit un bordel géant. Ce supermarché aux esclaves s'appelle Artémis. « Je pense que le football et le sexe vont bien ensemble », affirme Norman Jacob, l'avocat des investisseurs (anonymes) qui sont à l'origine de ce lupanar de 3 000 mètres carrés. Juste à côté du principal stade de la Coupe du monde, à Berlin, plus de 650 clients pourront ainsi simultanément se vider les bourses. Au « propre » comme au figuré. Sur quatre étages, les femmes seront à la disposition des sacs à bière dans des cellules. Les marchands de viande appellent ça élégamment « cabines de prestations ». Les femmes loueront leur palace 70 euros et seront nourries gratuitement par les généreux proxos.

Tout ça découle bien sûr d'une logique ignoble. Dans toutes les guerres, le corps des femmes a toujours été un butin abominable. Et, avec George Orwell, n'hésitons pas à dire que « le sport, c'est la guerre sans les coups de feu ». Qu'attendre d'une société « civilisée » où le corps des femmes reste une marchandise, un bout de barbaque que l'on jette à des chiens fanatiques et nationalistes ?

Aux chiottes l'arbitre !

Aux chiottes les joueurs et les supporters !

Vive l'amour libre et gratuit !

**Paco**

# Biélorussie

# L'étau se resserre

**Le 19 mars, l'élection présidentielle aura lieu en Biélorussie, où le président Loukachenko serre toujours plus fort sa main de fer. Le point avec les anarchistes biélorusses.**

**Le 19 mars 2006**, l' élection présidentielle se tiendront en Biélorussie, ex-république soviétique de 10 millions d'habitants. L'actuel président Alexandre Loukachenko, fidèle allié de Vladimir Poutine, compte y briguer un troisième mandat à la tête du pays qu'il dirige d'une main de fer depuis 1994. Sa candidature à la présidence intervient après qu'il a obtenu, lors d'un référendum contesté en 2004, la possibilité d'une reconduction indéfinie de son pouvoir.

Loukachenko semble craindre une contagion de la « révolution orange » qui a secoué l'Ukraine voisine. Un séisme politique a cependant peu de chance de voir le jour. Le régime biélorusse a une nouvelle fois reçu en décembre 2005 l'appui de Moscou, qui pratique à son égard des tarifs gaziers préférentiels depuis des années. Par ailleurs, la contestation a bien du mal à se faire entendre vu l'absence de relais dans les médias et le climat d'intimidation qui règne à l'approche de la présidentielle.

Ainsi, le 2 décembre, la Chambre des représentants biélorusse a approuvé en première lecture des amendements au Code pénal, augmentant la responsabilité pour des « actions contre la sécurité personnelle et publique », comme le rapporte la Fédération anarchiste de Biélorussie (FAB), adhérente depuis octobre 2005 à l'Internationale des fédérations anarchistes.

Un des amendements stipule par exemple que « l'organisation d'activités ou la participation aux activités d'organismes dont le gouvernement a exigé leur cessation d'activité ou leur dissolution sera punie de six mois à deux ans d'emprisonnement.

L'amnistie sera accordée à ceux qui cesseront volontairement de participer à de tels organismes et le signaleront aux services appropriés du gouvernement. »

La censure a également été introduite « en ce qui concerne l'analyse de la situation du pays ». La FAB explique que « les appels adressés aux pays étrangers, à des organisations étrangères ou internationales, au préjudice de la sécurité externe de la Biélorussie, de sa souveraineté ou de son intégrité territoriale, aussi bien que la distribution de matériaux contenant de tels appels, sont punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans. Si ces appels sont diffusés via la presse, la peine s'élève de deux à cinq ans d'emprisonnement ». Signalons également que le journal satirique anarchiste *Navinki* est interdit depuis plusieurs années mais poursuit illégalement sa parution. Une vingtaine d'autres journaux ont également été interdits. Sans parler de l'enfermement des leaders de l'opposition.

Le Code pénal est également amplifié d'un nouvel article intitulé « Discrédit de la République de Biélorussie ». Ce dernier stipule, selon la FAB, que « fournir délibérément des informations fausses à un État étranger, à une organisation étrangère ou internationale sur la situation politique, économique, sociale, militaire ou internationale de la République biélorusse » sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement.

Comme l'expliquent les libertaires biélorusses, « les autorités essayent d'empêcher toutes les actions de protestation non autorisées par des menaces d'emprisonnement. Et, plus important, elles tentent d'empêcher l'organisation de manifestations massives contre la falsification probable des résultats électoraux de mars 2006, des manifestations qui pourraient déboucher sur une prétenduesoi-disant révolution ».

Une révolution, probablement pas. Une avancée démocratique, peut-être. Face au dirigisme autoritaire de Loukachenko, le candidat de l'opposition pour les élections, Alexandre Milinkevitch, professeur de physique engagé au sein des ONG, prône « la fin de l'isolement, un retour à l'Europe et la transition vers la démocratie ». Un point de vue que Milinkevitch défend sur les télés lituanienne, polonaise, ukrainienne et russe afin de toucher les habitants des régions frontalières. Les libertaires de la FAB sont sceptiques: « Les Biélorusses qui veulent changer la situation du pays ont seulement droit à des conversations de "cuisine" et à de douces pensées "criminelles", s'ils ne croient pas que les élections modifieront la situation ».

« L'opposition bourgeoise n'est pas capable de peser de façon sérieuse contre la dictature, car ses mots d'ordre ne sont pas populaires, déclaraient des membres de la Fédération anarchiste biélorusse lors d'une interview accordée au *Monde libertaire* en novembre 1997. C'est seulement un mouvement de masse qui pourra en finir avec la dictature. Ce mouvement doit lutter pour la liberté et pour la justice sociale. Et la seule organisation à défendre la lutte de classes sur des bases autogestionnaires, c'est la Fédération anarchiste de Biélorussie. Notre organisation fait partie de celles qui s'opposent le plus activement au régime. La répression se renforce et notre travail devient de plus en plus difficile. Nous espérons que le fascisme en Biélorussie sera bientôt liquidé, que nous jouerons un rôle important dans cette lutte et que nous créerons les conditions d'une révolution sociale. »

**Hertje**

# Quand l'histoire nous rattrape

**Jean-Pierre Tertrais**

Groupe la Sociale de Rennes

**AVANT D'ÊTRE ANÉANTIE** par le raz-de-marée du néolibéralisme, la décennie 70 va connaître un foisonnement intellectuel, des débats passionnés qui vont contribuer à la fois à une démystification du pouvoir, de l'institution et à une sérieuse mise en garde contre de nouvelles menaces qui se profilent au sein des sociétés industrielles, notamment le risque de se heurter dans un avenir proche aux limites physiques de la planète.

De nombreux ouvrages pourraient être cités, mais il en est un qui condense à lui seul, avec une grande lucidité, l'ensemble de ces inquiétudes, *Réflexions sur l'avenir de l'humanité* (éditions Économie et humanisme, les Éditions ouvrières), de Robert L. Heilbroner, ancien professeur d'économie à la Nouvelle école de recherche sociale de New York. Paru en 1974, ce livre pourrait être réédité aujourd'hui, sans modifications notables.

## Les perturbations climatiques

Alors que beaucoup de nos contemporains découvrent aujourd'hui ce problème majeur, alors que de nombreux journalistes s'efforcent encore d'en minimiser l'ampleur, alors que plusieurs scientifiques à la botte du pouvoir économique et politique se montrent toujours réticents, voire hostiles, à mettre en évidence la responsabilité de l'homme dans cette évolution, voici ce qu'écrivait R. Heilbroner en 1974 : « La limite de la croissance industrielle dépend donc en dernier lieu de la tolérance de l'écosphère à l'absorption de chaleur. Il faut distinguer ici entre la qualité de chaleur qui entre dans l'atmosphère en provenance du soleil et de la Terre et celle que nous ajoutons à ce flux naturel et inaltérable d'énergie par des activités mécaniques productrices de chaleur, telles que la combustion industrielle ou la force nucléaire. [...] L'émission de chaleur provenant des activités humaines croît de façon exponentielle, en tant que cause et conséquence de la croissance industrielle. Selon les calculs de R. Ayres et d'A. Kneese, dans *Ressources for the Futur*, nous nous trouvons en face du danger suivant : l'émission actuelle d'énergie représente environ 1/15 000 du flux solaire absorbé. Mais si le taux présent de croissance se poursuivait pendant 250 ans, ces émissions atteindraient cent pour cent du flux solaire. L'accroissement en résultant dans la température terrestre serait d'environ 50 °C – condition totalement incompatible avec le séjour de l'homme.

Deux cent cinquante ans, cela semble nous laisser largement le temps de trouver des "solutions" à ce danger. Mais ce délai en apparence étendu masque la gravité du problème. Supposons que le taux d'accroissement de l'utilisation d'énergie soit environ de 4 % par an, moyenne globale depuis la Seconde Guerre mondiale. Au taux de croissance de 4 % par an, l'utilisation d'énergie doublerait tous les dix-huit ans, ce qui nous permettrait de poursuivre notre rythme actuel pendant 150 ans environ avant que l'atmosphère commence à se réchauffer de façon sensible. À ce point, toutefois, les énormes effets multiplicateurs d'une croissance devenue exponentielle s'abattraient soudain sur nous. [...]

En fait, de sérieux problèmes climatiques peuvent se poser bien avant ce seuil dangereux. [...] Ces estimations ne tiennent pas compte non plus des accroissements du taux de dissipation globale de chaleur si une industrialisation massive est entreprise dans les pays sous-développés. »

## La pénurie de pétrole

Alors que les politiciens de tous bords s'acharnent, à grand renfort de mesures techniques anesthésiantes, à masquer la crise de civilisation dans laquelle nous sommes plongés, voici ce qu'écrivait R. Heilbroner au moment où, en France, commençait le règne de Giscard, célèbre agent commercial des « avions renifleurs » : « Les difficultés créées par une pénurie de pétrole pourtant limitée ont fait prendre conscience à nombre d'Américains de la possibilité jusqu'alors inimaginable que leur train de vie ne puisse être maintenu indéfiniment. Si cette pénurie s'étend au cours de la prochaine ou des deux prochaines générations à une grande variété de produits, il pourrait en résulter un climat d'extrême "faim de biens". Dans un tel climat, une réorganisation de grande ampleur du partage social devrait se réaliser dans la pire atmosphère possible, chacun cherchant à protéger sa place dans un monde économique qui irait se contractant. »

## La dynamique suicidaire du capitalisme

Alors que les défenseurs du libéralisme s'escriment à nous faire croire à la capacité du capitalisme de résoudre la crise écologique, via le « concept toxique » de développement durable, voici ce qu'écrivait R. Heilbroner, il y a trente ans : « Les valeurs envahissantes de la lutte concurrentielle et de la promotion individuelle soulèvent aussi un autre problème : comment satisfaire l'aspiration des classes inférieure et moyenne à des niveaux de vie plus élevés tout en protégeant les privilèges des groupes supérieurs ? La solution a été d'augmenter la production, fournissant ainsi des accroissements de revenus en chiffres absolus pour toutes les classes, tout en laissant la part du groupe supérieur relativement inchangée.

La perspective d'une économie stationnaire porte un défi direct à cette solution traditionnelle. Car sous un capitalisme stationnaire (ou même à croissance lente), les efforts continus des classes inférieure et moyenne

pour améliorer leur position ne peuvent être satisfaits qu'en diminuant les revenus absolus des échelons supérieurs de la société. Un capitalisme stationnaire est donc obligé d'aborder la question explosive de la distribution des revenus d'une façon qui est épargnée à un capitalisme en expansion. »

## Pour la décroissance

Alors que ce concept demeure encore aujourd'hui inconnu pour beaucoup, et que les grands médias l'ignorent superbement, voici ce qu'écrivait R. Heilbroner : « Ainsi donc, que nous soyons incapables de maintenir la croissance ou incapables de la supporter, il n'est pas douteux qu'un avenir radicalement différent s'annonce. Dans l'une et l'autre éventualité, il semble hors de discussion que l'orientation présente de la société doit changer. Au lieu de l'encouragement longtemps poursuivi de la production industrielle, c'est sa restriction prudente et sa diminution à long terme qui doivent venir. De nouvelles attitudes de frugalité doivent remplacer les prodigalités de la consommation. De ces façons et d'autres, la société postindustrielle de l'avenir risque d'être aussi différente de la société industrielle d'aujourd'hui que celle-ci l'est de la société "préindustrielle" qui l'a précédée. »

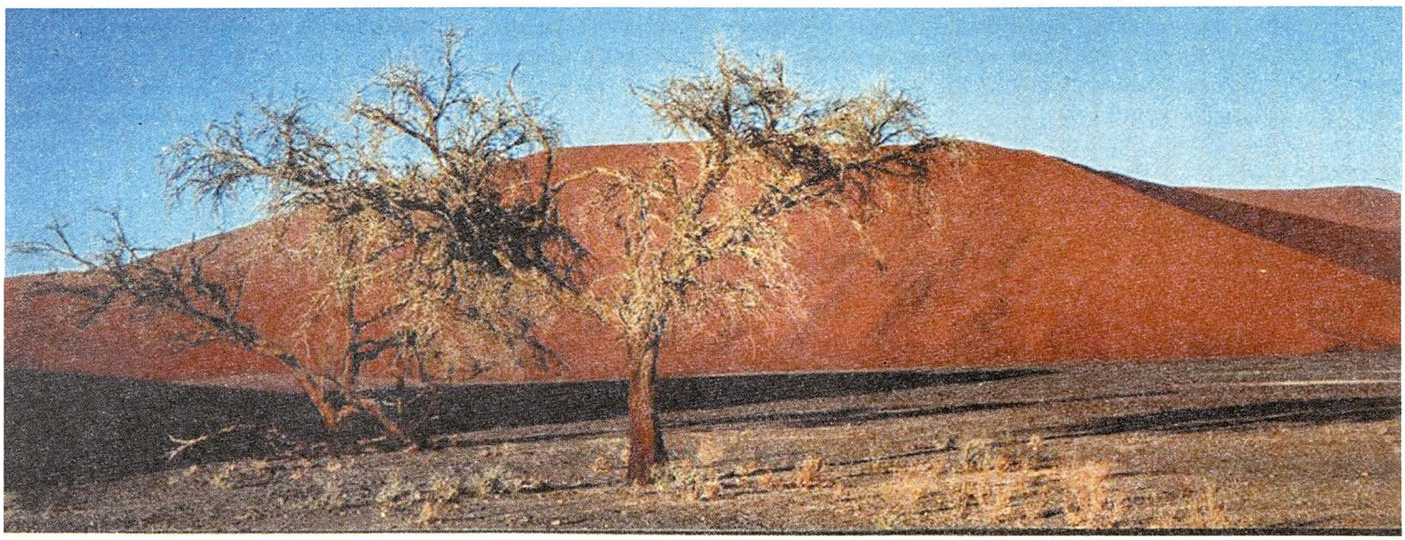
Et plus loin : « Pour reprendre les termes que j'ai employés [...], la longue ère d'expansion industrielle entre maintenant dans ses phases finales ; nous devons prévoir le début d'une nouvelle ère de production globale stationnaire et (si la croissance de la population se poursuit ou si un partage équitable entre les nations n'a pas encore été réalisé) une production matérielle par tête déclinante dans les nations développées. »

## A-t-on le droit d'être pessimiste ?

Alors qu'il est lui-même favorable aux thèses du libéralisme, l'auteur ne s'illusionne aucunement sur les capacités d'aménagement du système en question : « L'échec décevant des sociétés capitalistes, incapables de créer une atmosphère d'harmonie sociale, même en période d'expansion, n'est pas de bon augure pour leur aptitude à réaliser des réorganisations profondes de leurs structures économiques et des diminutions pénibles des privilèges dont jouissent leurs citoyens les plus prospères. » L'auteur ne place d'ailleurs pas plus d'espoir dans la capacité de l'État à assurer l'émancipation de l'individu : « Très probablement, des guerres de cette échelle se répéteront avec une pareille fréquence aussi longtemps que les États-nations continueront à être le mode principal d'organisation des sociétés. »

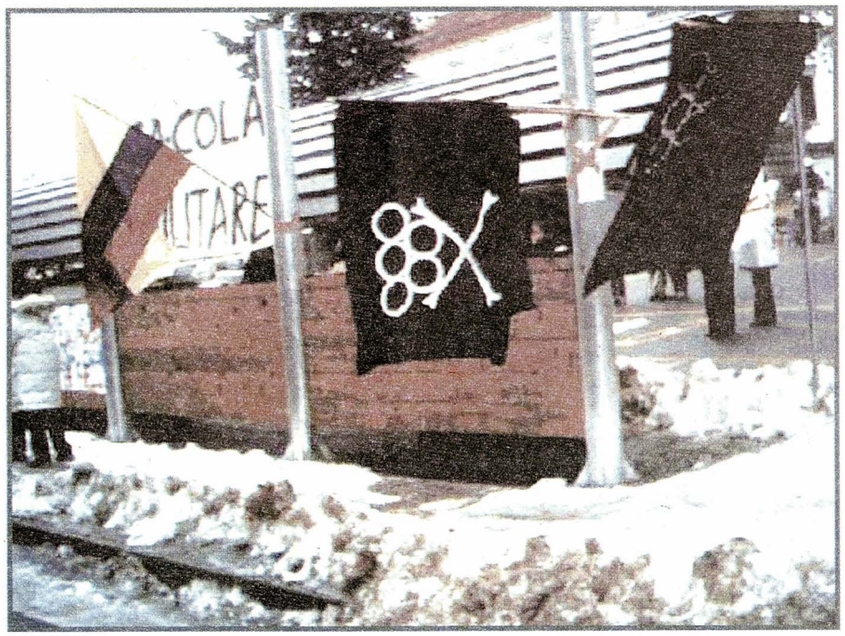
Dommage que le pessimisme de l'auteur l'ait conduit à écarter la voie libertaire. La réalité angoissante qui se construit sous nos yeux nous laisse-t-elle, aujourd'hui, cette même possibilité de lâche passivité ou de résignation trop facile ? Si, compte tenu de la servitude volontaire des majorités et de la soif de pouvoir des minorités, le combat anarchiste est sans doute le plus difficile à mener. Si c'est même, peut-être, un combat perdu d'avance, dans la mesure où ces caractéristiques ne pourraient évoluer au cours du temps, c'est, de toute façon, le seul qui mérite qu'on lui consacre de l'énergie. Les autres voies ne peuvent conduire qu'à la barbarie, sans aucune lueur d'espoir.

J.-P. T.



# Avigliana, Italie

# Bombes olympiques à Takuma




**Des escadrons fascistes** font des incursions dans toute l'Italie. Le bilan des attentats contre des locaux des partis, des syndicats, des associations et des centres sociaux et les agressions contre des militants politiques, des immigrés, des sans-logis est impressionnant. Il ne se passe pas un jour sans un nouvel épisode des violences fascistes. Notre ineffable ministre de l'Intérieur nous assure qu'en Italie l'extrême droite ne représente pas un danger.

Évidemment, le bon Pisanu [ministre de l'Intérieur italien] souffre d'une clairvoyante myopie. On dit que l'Histoire ne se répète pas mais, dans la période actuelle, on peut en douter. Dans les années 20, les escadrons de Mussolini se déchaînaient, et la Garde royale intervenait pour criminaliser les victimes et assurer l'impunité aux fascistes.

Aujourd'hui, comme alors, les fascistes sont les troupes de réserve prêtes à intervenir pour faire le sale travail que les forces de l'ordre ne peuvent (pas encore) faire.

Aujourd'hui, comme alors, les fascistes bénéficient d'appuis et de protections éhontés.

La longue histoire des attentats qui ont ensanglanté l'Italie, depuis celui de 1969 (place Fontana à Milan), même si une bonne partie d'entre eux n'ont pas été résolus (comment aurait-il pu en être autrement?), démontre la connivence entre l'État et la droite radicale.

L'attentat du centre social du Takuma de Avigliana (deux bombes) a eu lieu la veille du passage de la flamme olympique: un clair avertissement à ceux qui depuis des années luttent contre la destruction de l'environnement et l'injustice sociale. Les fascistes voulaient intimider le Takuma et attiser les flammes pendant cette période de dure confrontation politique contre le TAV (train à grande vitesse) et les Olympiades de « paix et fraternité » sponsorisées par les marchands d'armes, sans parler de Coca Cola qui a les mains pleines du sang des syndicalistes guatémaltèques et colombiens tués par les escadrons de la mort.

Un film déjà vu, un film très moche.

Cet été, le 11 juin, les fascistes avaient frappé à Turin pour tuer, en s'introduisant la nuit dans le squat du Barocchio et en poignardant deux compagnons. L'un d'eux, blessé au ventre, a dû être opéré d'urgence. Le but, clair, est de paniquer et de mettre sur la défensive les personnes impliquées dans un projet d'autogestion et qui sont actives dans la lutte contre le TAV. Les médias, les hommes politiques et la magistrature ont minimisé la gravité de l'agression, en faisant allusion à un règlement de comptes entre extrémistes.

La manifestation de protestation qui a eu lieu la semaine suivante a été chargée par la police, et des tables et des sièges de terrasses de café ont été jetées au milieu de la rue par les manifestants pour se défendre. Ce banal épisode, bien moins grave que l'attaque nocturne des fascistes, a été amplifié par les médias et les hommes politiques qui ont lancé une campagne de criminalisation de toute l'opposition sociale turinoise. C'était le premier acte du ménage pré-olympique. Après deux premières arrestations en juin, huit autres ont suivi de juillet à septembre. Huit anarchistes et deux membres du collectif universitaire ont été accusés de destruction et de pillage et ont été emprisonnés en préventive pendant six mois. Ils risquent, pour avoir participé à un cortège antifasciste, de huit à quinze ans de prison. Leur procès débutera le 27 juin.

L'attentat du Takuma fait partie d'une stratégie évidente: créer la tension et intervenir ensuite pour rétablir l'« ordre ».

À Turin, la criminalisation des antifascistes a été le prétexte utilisé par la police, la magistrature et les politiciens pour évacuer de nombreux lieux occupés et pour essayer de discréditer ceux qui s'opposent à la politique de destruction et de pillage du territoire, des ressources, de la vie et de la dignité.

Mais les maîtres et leurs milices se font trop d'illusions. Nous sommes nombreux à nous opposer à ceux qui veulent transformer le vol et les destructions des biens communs en profits pour les plus riches. Ils essayent de nous effrayer et de nous discréditer. Ils n'y parviendront pas. Notre réponse est notre engagement de chaque jour pour une société d'êtres libres et égaux.

Solidarité avec le Takuma !

Résistons au fascisme !

Refusons le TAV !

Résistons à ceux qui dévastent et saccagent la vie, l'environnement et la liberté de tous !

No pasarán !

**Fédération anarchiste turinoise, FAI**

# Mardi 7 mars 2006

# En grève et en manif

## contre la précarité et pour le retrait du « contrat première embauche »

Pierre de Rennes

T'EST JEUNE TU SAUTES !

Pierre milite au groupe La Sociale

### Et après ?

Plus de vingt ans de gouvernements successifs de gauche et de droite ont enchaîné les sous-contrats de travail réservés aux jeunes : SIVP, TUC, CES, CIP (que Balladur sera contraint de retirer sous la pression de la jeunesse en lutte), Emploi-jeunes, CJE, CIVIS, sans compter les stages rémunérés ou non, les CDD, intérim, etc. prétendument pour lutter contre le chômage des jeunes. Avec le succès que l'on connaît : le taux de chômage des jeunes est de plus de 20 % ! Selon Galouzeau de Villepin, le CPE est « la mesure la plus sociale que le gouvernement ait prise pour les jeunes » [1] (avec l'article 49-3 !).

Et, pourtant, avec le CPEJ les employeurs pourront licencier à tout moment et sans motif. Durant la période d'essai portée à deux ans, l'employeur n'aura aucune justification à donner pour motiver sa lettre de licenciement ; ni l'incompétence professionnelle, ni la faute grave, ni les contraintes économiques, etc. Le CPE ne permettra pas à plus de jeunes de trouver un emploi, il permettra au patron de licencier plus facilement les jeunes.

Le « contrat nouvelle embauche » est de ce point de vue exemplaire : un sondage IFOP indique que 71 % des embauches auraient été réalisées sans l'existence du CNE, dont 57 % en CDI, et 97 % des employeurs avouent que ce qui les a séduits est la facilité de licenciement et l'absence de prime de précarité. Après la mise en place à l'été 2005, par ordonnance, du CNE dans les entreprises de moins de vingt salariés, les exemples de l'utilisation des contrats précaires parlent d'eux-mêmes : le journal *Ouest-France*, qu'on ne peut pas taxer d'organe révolutionnaire, faisait récemment état des licenciements abusifs : une femme était licenciée parce qu'elle était enceinte, un autre salarié car il rechignait à faire des heures supplémentaires non payées, etc.

L'avantage pour l'employeur : pour chaque CPE embauché, il aura une exonération de cotisation pendant trois ans. Cela va encore vider les caisses de retraites et de la Sécurité sociale. Après cela, l'État aura beau jeu de dire qu'elles sont déficitaires. Mais le plus beau cadeau pour le patron : pendant cette période d'essai, le salarié, vivant la crainte du lendemain, risque d'être prêt à tout accepter, y compris un bas salaire ou des horaires démentiels sans contreparties. La précarité, c'est vivre dans la peur du lendemain, ne pas pouvoir faire de projets professionnels ou personnels d'avenir.

De même, l'apprentissage à partir de 14 ans et la légalisation du travail de nuit et du dimanche des jeunes de 15 ans marquent un recul d'un siècle en arrière.

L'État et le Medef ne veulent pas lutter contre le chômage, celui-ci leur est trop utile pour obtenir des travailleurs ce qu'ils veulent. Les employeurs n'embauchent que quand ils en ont besoin. De très nombreuses entreprises bénéficiaires licencient simplement pour augmenter la productivité du travail, donc tondre le salarié au bénéfice de l'actionnaire. Précariser l'emploi des jeunes ou des salariés des petites entreprises, c'est engendrer la diminution du coût du travail pour tous.

Le CPE concerne tous les travailleurs, actifs, retraités ou chômeurs quel que soit leur âge, car le Medef entend bien utiliser les CPE et CNE comme maîtres étalons du futur contrat unique d'embauche, que l'on nous prévoit

dans le deuxième semestre 2006 lors d'une phase de « toilettage au Kärcher » du Code du travail. La mise en place du CPE créerait un nouveau statut dans nos entreprises et un facteur de division supplémentaire entre salariés, qui ferait passer les CDI pour des privilégiés, avant d'en finir définitivement avec les derniers oripeaux de protection des salariés inscrits dans le Code du travail.

L'argent existe pour créer de vrais emplois stables, former les salariés, augmenter les salaires et diminuer les horaires de travail : en effet, on peut lire que le moral des entreprises françaises en est hausse [2], et il y a de quoi : les entreprises du CAC 40, après avoir engrangé 60 milliards d'euros en 2004 (et donné 22 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires), ont réalisé 80 milliards d'euros de bénéfices pour l'année 2005. Dans le même temps, en 2005 les salaires augmentaient de 0,8 % seulement en moyenne pour les salariés du privé, le nombre d'allocataires du RMI augmentait de plus de 5 %, il y a 7 millions de pauvres (selon l'Union européenne, toute personne vivant avec moins de 750 euros par mois) en France, et 385 000 chômeurs étaient radié des registres ANPE. Le profit, distribué aux actionnaires, est exclusivement réalisé par le seul travail des employés.

## Quelles perspectives ?

Depuis le fameux vote Chirac de 2002, auquel l'interclassiste citoyen a été soit sommé de se plier, soit a été taxé de faire le jeu de Le Pen, la durée légale du travail a été remise en cause, le lundi de Pentecôte a été supprimé, la Sécu et les retraites ont été cassées (tout en mettant en place les « emplois-vieux »)[3]. Dans le privé comme dans le public, ce sont des dizaines de milliers d'emplois supprimés par des licenciements ou des suppressions de postes. À Rennes, les 318 salariés de CF Gomma dont le licenciement est planifié et cogéré par toutes les instances de concertation politique et économique, en savent quelque chose. Ainsi, le référendum du 29 mai 2005 n'a été qu'un exécutoire à une révolte de la rue qui commençait à monter depuis février 2005. De ce point de vue, nos camarades 100 % à gauche ou autres citoyennistes ont été de fidèles serviteurs du maintien de l'ordre établi par nos bureaucraties syndicales : les perspectives d'action du mouvement syndical englué dans la cogestion se limitent à l'organisation de journée d'action en journée d'action, avec de nettes volontés de diviser les secteurs.

On a pu voir ainsi une journée d'action sans action de la CGT le 31 janvier, une journée d'action fonction publique le 2 février sans fonctionnaires [ndlr : à Paris la manifestation était majoritairement composée de fonctionnaires], et enfin une journée d'action anti-CPE réussie le 7 février (soit une semaine après le début des discussions à l'Assemblée nationale) malgré les divisions antérieures.

Mais les étudiants et lycéens ne se laissent pas faire : après le vote à l'Assemblée nationale, les universités de Rennes I et II, Brest, Toulouse II et III, Lorient, Montpellier II, Paris VII, Paris X, Paris XIII, Jussieu, Le Mans, Poitiers, La Rochelle, etc., et les lycéens, en plein congés de février, manifestent et votent la grève.

Si le retrait du CPE et du CNE, du contrat senior et de tous les contrats précaires doit faire partie de nos priorités de lutte, n'oublions pas que la précarité n'est qu'un outil parmi tant d'autres du capitalisme pour diminuer le coût du travail.

Pour stopper la précarité, il faut détruire le capitalisme et l'outil autoritaire à son service : l'État. Le 7 mars, la jonction doit se faire entre les jeunes et moins jeunes, les travailleurs et les jeunes des banlieues, premiers concernés par la baisse de l'âge de l'apprentissage, les futurs précaires et les déjà précaires. Pour gagner et redonner confiance à l'ensemble des travailleurs, actifs, retraités ou en formation, il faudra continuer la lutte dans la foulée, élargir le mouvement et déborder nos hiérarchies syndicales.

Nos structures syndicales compromises dans la cogestion du capitalisme au niveau local, national et européen (par le biais de la CES) pèsent sur la dynamique des luttes sociales. Le syndicalisme peut et doit être autre chose qu'un prestataire de services, qui nous fait faire le tour du pâté de maison une fois par mois pour finalement nous ramener tête baissée vers l'isoloir. À force d'être écrasées, les luttes sociales actuelles manquent de perspectives sociales potentiellement émancipatrices. La résignation est la meilleure alliée de nos maîtres, qui attendent notre abandon à la logique électoraliste, qu'ils prétendent être seule porteuse de changement. Il est donc de notre devoir de les décevoir en s'impliquant plus que jamais dans la réussite et la poursuite des mobilisations en cours.

Le syndicalisme a montré par le passé toute la force en action et le potentiel révolutionnaire qu'il porte : libre à nous de nous réapproprier nos outils de lutte plutôt que de les laisser aux mains de maîtres qui ne disent pas leur nom. P.

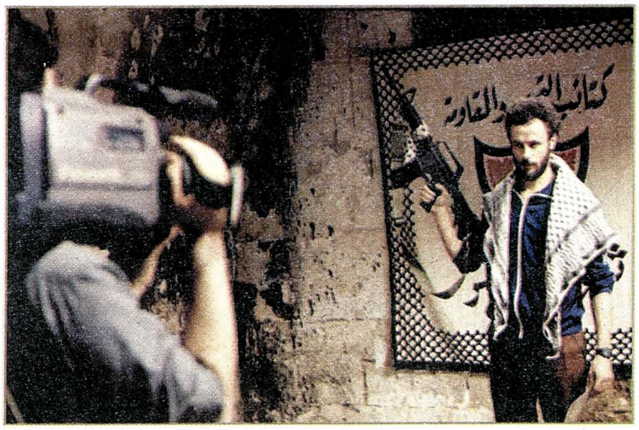
---

1. Déclaration sur Europe1.

2. http://fr.biz.yahoo.com/22022006/202/le-moral-des-industriels-francais-en-hausse-en-fevrier-105.html.

3. http://www.assemblee-nationale.fr/12/propositions/pion2588.asp. Le gouvernement suit le Medef et crée une sorte de « contrat dernière embauche » : un contrat à durée déterminée (CDD) de 18 mois renouvelable une fois pour les salariés de plus de 57 ans, au chômage (les entreprises les auront préalablement licenciés). De plus, le gouvernement fait un cadeau de 600 millions d'euros aux entreprises en arrêtant la contribution Delalande que payaient les employeurs s'ils licenciaient des salariés de plus de 50 ans. C'est donc une incitation à licencier des vieux (trop chers car avec de l'expérience et des primes d'ancienneté), pour embaucher des jeunes premiers précaires de 57 ans !

# Israël-Palestine



## « Ne nous vengerons-nous donc pas ? »

Uri Avnery

**Si l'on veut comprendre** ce que les Palestiniens ont fait le jour de l'élection, on doit voir le film *Paradise now*, qui a été nominé pour un Oscar du meilleur film étranger, après avoir reçu plusieurs prix internationaux prestigieux. Ce film l'explique mieux qu'un million de mots. Ses auteurs, le scénariste-réalisateur, Hani Abu-As'ad, de Nazareth, et les acteurs, sont palestiniens (Amir Harel, un des producteurs, est israélien juif.)

Les deux personnages principaux, Saïd et Khaled, sont des kamikazes. Le film soulève une question qui préoccupe tout le monde en Israël, et peut-être même le monde entier : pourquoi l'ont-ils fait ? Qu'est-ce qui fait qu'une personne se lève le matin et décide de se faire sauter au milieu d'une foule à Jérusalem ou à Tel-Aviv ? Et certains se demandent aussi : qui sont-ils ? quelle est leur histoire ? comment en sont-ils arrivés là ?

Aujourd'hui, bien après qu'il eut été réalisé, le film soulève une autre question : pourquoi la grande majorité des Palestiniens ont-ils élu le groupe même qui envoie ces gens se faire exploser ?

Le film répond à ces questions. Pas par des slogans ni des discours de propagande, pas plus que de façon académique. Il ne prêche pas, ne défend pas et ne dramatise pas. Il raconte une histoire. L'histoire dit tout. Et, étant donné que peu d'Israéliens vont le voir, je me permets de faire ce qu'en principe on ne doit pas faire : raconter le film presque jusqu'à la fin.

La première scène crée l'atmosphère : Souha, une belle jeune femme palestinienne de bonne famille, élevée en France, s'approche d'un barrage, un des innombrables barrages routiers qui couvrent la Cisjordanie. Elle est face à un soldat rébarbatif, au visage moustachu sous un casque de fer, revêtu d'un gilet pare-balles. Leurs regards se rencontrent. Il ne parle pas. Il la regarde de haut en bas et de bas en haut. Il fouille son sac lentement, lentement. Ils se fixent dans les yeux.

Quand il a fini, il fait le geste de lui rendre ses documents. Quand elle va pour les prendre, il soulève la main. Qu'elle fasse un effort. À la fin, sans un mot, il lui donne l'ordre, par un mouvement de tête, de partir.

Quelques minutes à peine – des minutes pendant lesquelles sont réunies l'humiliation totale, la peur mutuelle et la haine. Le spectateur a l'impression que la femme est sur le point de se faire exploser. Mais rien ne se passe. Elle s'en va...

Deux jeunes gens, d'une vingtaine d'années, à Naplouse, la ville au centre de la Cisjordanie septentrionale. Pratiquement sans emploi comme la plupart des jeunes de Naplouse. Ils n'ont pas d'avenir. Pas d'espoir. Même pas de rêves. Ils ne peuvent rien faire pour aider leurs familles sans ressources. Ils sont au fond du trou, dans un mélange d'ennui, de frustration, de désespoir. Même la tasse de thé qu'un garçon servile mais entêté leur vend pour 20 cents est froide.

Ils sont barbus, mais pas fanatiques. Religieux comme tout le monde, pas plus. Ils sont nés sous l'occupation et vivent sous l'occupation. Naplouse est entourée de tous côtés par des barrages. Il n'y a pas de travail. Rien. Seulement abandon et pauvreté déprimante. L'occupation domine leur vie. Tout commence avec l'occupation, tout finit avec elle...

L'un d'eux, Saïd, rencontre Souha. Quelque chose passe entre eux. C'est alors que les deux garçons reçoivent le message : vous avez été choisis. Demain, vous ferez un attentat suicide à Tel-Aviv...

Un immeuble abandonné sert de quartier général au mouvement clandestin. Préparations finales : les barbes sont rasées. Les cheveux coupés. Les jeunes gens mettent de beaux costumes. On les prend en photo. Quelques paroles d'encouragement, sans pathos, de la part du chef, un « homme recherché » qui est une légende vivante (encore en vie). L'attaque est en représailles à « l'assassinat ciblé » d'un camarade.

Les deux regardent silencieusement mettre leurs ceintures explosives. On les avertit que ces ceintures ne peuvent pas être enlevées sans exploser. Un moment à glacer le sang: les deux se voient en photo sur les posters qui seront exhibés après l'action....

Sur la route. La barrière est coupée. De l'autre côté, une jeep de l'armée s'approche soudain. Khaled rebrousse chemin à travers la brèche, Saïd continue son chemin à l'intérieur d'Israël. Il arrive à une station de bus, attend, voit une femme jouant avec son petit enfant. Le bus arrive. La femme et l'enfant montent dedans. Au dernier moment, Saïd hésite, fait signe au conducteur de partir – sans lui...

Chez les camarades, c'est la panique. Où est Saïd? A-t-il déserté? Les a-t-il trahis? S'est-il enfui? Ils le cherchent partout. Saïd, portant toujours la ceinture explosive, revient secrètement à Naplouse et cherche Khaled. Il tombe sur Souha. Alors qu'ils s'embrassent, Souha dit que ce n'est pas la bonne méthode, qu'on ne tue pas des civils, que ce n'est pas ainsi qu'on se libérera de l'occupation. Mais Saïd supplie le chef de le reprendre, de lui donner une seconde chance. Un détail important apparaît: le père de Saïd avait été un collaborateur et avait été exécuté. Saïd veut effacer la terrible tache, la honte qui le poursuit depuis son enfance. « C'était un homme bon, mais faible », dit-il. « Les Israéliens ont exploité sa faiblesse. C'est eux qui sont à blâmer. »

Finalement, les deux camarades arrivent à Tel-Aviv. Pour les deux jeunes gens de Naplouse, Tel-Aviv semble être sortie d'un autre monde, brillant, riche, inaccessible. Des gratte-ciel. Des filles en bikini. Des gens s'amusant sur la plage.

Au dernier moment, Khaled doute et essaie de convaincre Saïd d'abandonner la mission. Mais Khaled retourne à Naplouse, seul. Saïd continue pour venger la mort de son père.

Dernière scène: Saïd s'assoit dans le bus, entouré de soldats et de civils. La caméra se concentre sur ses yeux. Les yeux remplissent l'écran. Nous sommes pétrifiés par ce qui va arriver dans un moment...

Tout cela est raconté dans un langage cinématographique sobre. Il n'y a presque pas de déclarations. Mais une histoire banale, avec même des moments légers: Khaled récite son message d'adieu devant la caméra vidéo, la caméra ne marche pas bien, il doit répéter le message émouvant, encore et encore. Les camarades attendent debout, en mangeant. Il les regarde, s'arrête et doit encore recommencer, et encore. Un intermède comique.

J'ai observé le visage des gens à la sortie de la cinémathèque de Tel-Aviv après la séance. Ils étaient silencieux et pensifs. Pour la première fois de leur vie, ils avaient vu les terroristes qui les tuent. Qui se font exploser parmi des enfants, des hommes et des femmes. Ils avaient vu des jeunes gens ordinaires, qui se comportent et réagissent comme des gens ordinaires. Ils avaient vu l'occupation de l'autre côté, du côté de l'occupé.

J'étais assis dans la salle de cinéma éteinte, et me suis trouvé dans une situation tout à fait paradoxale. Nous, les victimes visées, qui aurions très bien pu être assis dans le bus, avons tout vu à travers les yeux de notre meurtrier. Une pensée nous traverse: que la force n'y pourra rien. Si nous tuons ces deux-là, deux autres prendront leur place. La barrière en retiendra quelques-uns, mais pas tous. Les services de sécurité, avec l'aide des collaborateurs, empêcheront quelques-unes des attaques, mais ils ne pourront pas les empêcher toutes, et les enfants des collaborateurs viendront pour les venger. Tant qu'il y aura des gens comme ceux-là, qui grandiront dans de telles conditions, il y en aura toujours qui atteindront leurs cibles.

Le film ne donne pas de solutions. Il ne prétend même pas être équilibré. Il nous met en face d'une réalité que nous ne connaissons pas, depuis un angle auquel nous ne sommes pas habitués, et il nous torture avec la tension d'une émotion conflictuelle.

Et peut-être aussi il nous incite à envisager une solution qui conduirait Saïd et Khaled à changer de direction. Une solution qui mette fin à l'humiliation, à l'écrasement de la dignité personnelle et nationale, au dénuement et au désespoir.

Quelques jours plus tard, j'ai vu un autre film, nominé pour les Oscars, le film très apprécié de Steven Spielberg, *Munich*. Il se trouve que je l'ai vu en Allemagne, non loin de Munich même.

En quittant le cinéma, mon hôte allemand a voulu savoir ce que j'en pensais. Spontanément, sans réfléchir, j'ai dit ce que j'avais sans cesse ressenti: « Dégoûtant! »

Ce n'est que plus tard que j'ai eu le temps de mettre en ordre les impressions que j'avais accumulées au cours de ce très long film. Qu'est-ce qui m'avait tellement dégoûté?

Avant tout, le style Spielberg, une combinaison de la plus haute technique cinématographique et du contenu culturel le plus bas. Il a des prétentions à la profondeur, avec des aperçus nouveaux et révélateurs, mais, au fond, ce n'est rien d'autre qu'un western américain où les bons assassinent les méchants et où le sang coule à flots.

Certains hommes politiques juifs ont protesté contre le film parce qu'il mettait au même niveau les « terroristes » et les « vengeurs ». Et, certes, à plusieurs reprises dans le film, les « terroristes » ont pu prononcer quelques phrases pour leur défense, sur l'injustice qui leur a été faite par les Juifs et sur leurs droits à une patrie. Cela n'est qu'un faux-semblant, une apparence, afin de donner une impression d'équilibre. Mais, dans le rappel de l'attaque de Munich – dont des séquences sont montrées à travers le film –, les Arabes apparaissent comme des créatures misérables, laides, débraillées, lâches, tout le contraire d'Avner, le vengeur israélien qui est beau et correct, courageux et bien mis, en bref le plus jeune frère d'Ari Ben Canaan, le superman d'*Exodus*.

Les Arabes n'ont pas d'états d'âme mais les Israéliens ont des scrupules entre chaque meurtre. Ils hésitent tout le temps quand ils détruisent une de leurs cibles ; ce qu'ils ne font, bien sûr, qu'après s'être assurés de la sécurité de l'épouse et des enfants de la victime. Ce ne sont pas seulement des tueurs, mais des tueurs juifs. Comme l'exprime un slogan satirique israélien: « On tire et on pleure. »

La présentation de l'affaire elle-même relève de la manipulation. Elle cache au spectateur des faits très significatifs. Par exemple :

– Que les autopsies montraient que neuf des onze athlètes israéliens avaient été tués par les balles de policiers allemands dont l'impréparation était pathétique. (Les rapports d'autopsie sont restés secrets jusqu'à aujourd'hui, tant en Israël qu'en Allemagne. Mais une personne aussi puissante que Spielberg aurait pu en avoir connaissance.)

– Que c'est Golda Meir et ses collègues allemands, grands héros les uns et les autres, qui ont scellé le sort des otages, quand ils ont rejeté les demandes des kidnappeurs de les envoyer dans un pays arabe, où ils auraient sûrement été échangés contre des prisonniers palestiniens détenus en Israël.

– Que les Palestiniens, qui ont été tués en représailles de Munich, n'avaient rien à voir avec l'affaire. Le Mossad a cherché des cibles faciles et a choisi des diplomates de l'OLP en poste dans des capitales européennes, qui étaient sans aucune protection.

Mais, par-dessus tout, j'ai été révulsé par la vulgarité spielbergienne qui traverse l'ensemble du film, avec des scènes de sexe explicites, à la fois gratuites et particulièrement inesthétiques.

Le film ne contribue en rien à la compréhension du conflit. Ce n'est rien d'autre qu'un banal film de gangster, que Spielberg a centré sur le conflit israélo-palestinien afin de se mettre en meilleure position pour les Oscars qui lui ont toujours échappé jusqu'à maintenant. **U.A.**

**Article traduit de l'anglais, publié, en hébreu et en anglais, le 5 février 2006, sur le site de Gush Shalom.**

Source traduction: AFPS: http://www.france-palestine.org/article3108.html

# Les trous de mémoire

**Pour les gens** qui ont été concernés de près ou de loin par la guerre d'Algérie, Benoist Rey est l'auteur des *Égorgeurs*, un livre saisi dès sa sortie en avril 1961. Avec *les Trous de mémoire*, Benoist Rey nous en dit un peu plus sur son parcours tumultueux.

C'est à un voyage dans les trous de sa mémoire que Benoist Rey nous invite. Que l'on se rassure, l'auteur des *Égorgeurs* n'a rien oublié. Ni le bon ni l'horrible. Il nous livre avec grand talent des pans entiers de ses vies militantes et privées.

Avec un père pétainiste de la première heure, Benoist démarrait mal. Pas simple d'émerger quand crucifix et portrait dédicacé du Maréchal décorent le salon familial. Né le 2 juin 1938, Benoist avait du caractère. En décembre 1941, il dicta une lettre à sa mère : « Cher père Noël, je vous demande de bien vouloir mettre dans mes souliers des soldats français pour faire partir les vilains boches. » Son père, le vieux, se méfiait des juifs et des francs-maçons. Il loua une colline pour dresser un monument délirant en hommage aux fusillés du Mont-Valérien. La mère, en plus de ses enfants (elle en aura quatorze en tout), devra nourrir chaque mois des hordes de vieillards gâteux et nostalgiques. Benoist Rey entre au petit séminaire en octobre 1950. La lecture de Baudelaire, Lautréamont, Artaud, Duprey, Miller... et une pratique assidue de la branlette l'éloigneront de la foi. Ouf ! Devenu « pilleur » de bibliothèque, le jeune Benoist va à l'école de Steinbeck, de Dos Pasos, de Lorca, écrit des poèmes qu'il lira dans des émissions de radio produites par Philippe Soupault.

Quand la révolution hongroise est écrasée, en 1956, Benoist est externe au collège Stanislas, fleuron de la bourgeoisie parisienne, creuset de la droite extrême. Mais l'heure de la rencontre avec les femmes et avec le vin a sonné. Une pipe rimbaldienne aux lèvres, Benoist vit entre galeries, musées et bistrots. Le baccalauréat lui passe sous le nez. Il veut devenir typographe. Ce sont les années Solex. La première paie est là et vive la vie ! C'est la mort qui l'attend en embuscade. Benoist est convoqué par l'armée le 5 juillet 1958. Après un détour par Baden-Baden, c'est le départ pour l'Algérie. Destination Philippeville. Une angoisse sourde dévore les bidasses sur le bateau qui part de Marseille. Ils ne sont pas au bout de leur peur. La lecture de Klossowski, Bataille ou Duras ne sera pas suffisante pour s'évader de l'horreur. L'infirmier Rey témoignera dans *les Égorgeurs*. « C'est pour ceux qui sont morts dans mes bras que j'écris. » Publié aux éditions de Minuit, le livre sera saisi le 7 avril 1961. La guerre le poursuit à Paris. Le 17 octobre 1961, impuissant, Benoist assiste au carnage. Des centaines d'Algériens basculent dans la Seine. Morts.

Un an plus tard, Benoist reprend du métier. La typo cède la place à l'offset. Les livres-objets sont à l'honneur avec les Jouffroy, Mansour, Lambert illustrés par Matta, Ernst, Calder... *Les Trous de mémoire* évoquent ensuite un voyage à Cuba, la mort d'André Breton, les comités Vietnam, l'attentat contre Rudi Dutschke, mai 68... Sa mère lui a transmis l'art d'accommoder les restes et l'habitude des grandes tablées. La reconversion dans la restauration fut donc naturelle. C'est alors la valse des homards flambés, des rougets grillés et des côtes de bœuf. Parmi les habitués de La Marmite, Jean Giraud (qui dessina l'enseigne), Bridenne, Michel Foucault... Avant de partir s'installer en Ariège avec sa famille, Benoist deviendra brocanteur. Des pages où le vin et l'amour tiennent encore de grands rôles. Esprit libre, inorganisé frondeur, graine d'ananar garantie sans OGM, Benoist Rey est l'architecte d'une vie généreuse qui ne s'arrête heureusement pas en 1973. Il devra nous raconter la suite de ses aventures dans les ruines de Montfat et ailleurs.

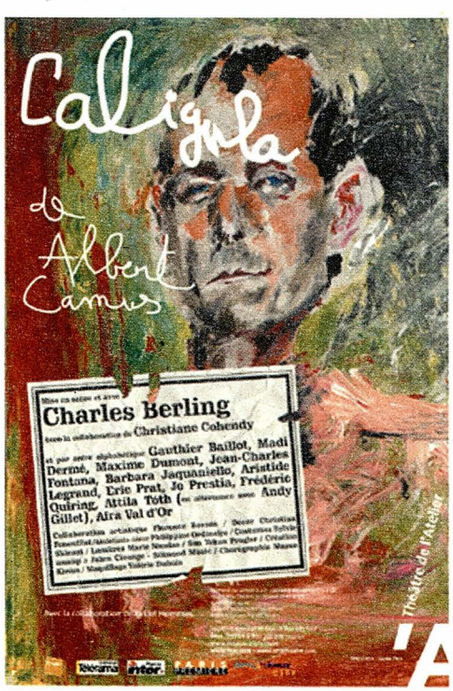
**Paco**

- Benoist Rey, *les Trous de mémoire*, Éditions libertaires, 12 euros.
- Benoist Rey, *les Égorgeurs*, éditions Los Solidarios, 9 euros. Grand prix Ni dieu ni maître 1999.
- Raymond Vidal-Pradines, *Benoist Rey*, éditions du Monde libertaire, 3 euros.

Infos et commandes auprès de : editionslibertaires@wanadoo.fr

# Camus l'anarchiste et Caligula le tyran

**« Les pensées révoltées, celles de la Commune ou du syndicalisme révolutionnaire n'ont cessé de nier le nihilisme bourgeois comme le socialisme césarien. »**
**Albert Camus**




**Le théâtre de l'Atelier** présente le *Caligula* d'Albert Camus, pièce qu'il commença en 1939 et acheva durant la Seconde Guerre mondiale, alors âgé de 25 ans. Dans cette version extrême, on ne sait jamais si c'est le Camus antinazi qui peint un Hitler menant le délire autoritaire jusqu'au suicide, ou alors le Camus anarchiste qui pousse la critique du pouvoir et de l'absurdité politique jusqu'à l'assassinat. Camus précise qu'il n'a rien ajouté aux faits transmis par Suétone et résume Caligula à « sa rage destructrice où l'entraîne sa passion de vivre ».

## Caligula selon la vision de Camus

Toute l'originalité de la version de Camus est de démarrer l'action de la pièce après la mort de Drusilla, sœur et maîtresse de Caligula. Si Suétone arrive, dans les douze Césars, à expliquer sa lente chute dans la folie comme une sinistre évolution consécutive à un choc, Camus préfère nous introduire directement dans le constat d'une démarche nauséabonde mêlée de sang, de sexe et de pathos. Son Caligula passe rapidement du César aimé, doux, aimant et affable vers une espèce de monstre qui rejette l'amour, compromis impossible, « sorte de maladie qui n'épargne ni les intelligents ni les imbéciles », vers le sadisme le plus pur. La métamorphose passe par le chagrin, l'absence, la déception de la vie et la désespérance. Une logique où l'absurde sert de passage entre la souffrance individuelle et l'autre, universelle.

La tragédie commence sur une phrase bénigne : « Les hommes meurent et ne sont pas heureux. » Un constat qui conduit Caligula à vouloir tout, l'impossible : c'est-à-dire, en premier lieu, posséder la lune. Pas devenir un dieu, non, car « qu'est-ce qu'un dieu que je désire m'égaler à lui ? Ce que je désire aujourd'hui de toutes mes forces est au-dessus des dieux. Je prends en charge un royaume où l'impossible est roi. Ce monde, tel qu'il est fait, n'est pas supportable. J'ai donc besoin de la lune, ou du bonheur, ou de l'immortalité, de quelque chose qui soit dément peut-être, mais qui ne soit pas de ce monde. C'est si bon de se contredire de temps en temps. Cela repose. Faire souffrir est la seule façon de se tromper. »

## L'homme « défait »

Une démarche qui consiste à défaire l'homme qui sommeille en nous et que Caligula juge vain, désespéré et trop soumis jusqu'à sa mort. De là, va naître sa vocation de tyran, il s'agit de dépasser le pouvoir des dieux et pousser la logique de la lâcheté humaine jusqu'au comble de l'horreur et de l'acceptation du pire : de l'injuste. Caligula devenu tyran tyrannise, humilie, avilit, insulte, viole. Comme aucun personnage de sa suite ne lui résiste (à part un philosophe ami désabusé et un poète amant) et que sa concubine entre dans son jeu par amour de lui, la dictature qu'il avait instaurée provisoirement devient permanente et la terreur quotidienne : la révolution a tué la révolte. À force de tuer toute vie autour de lui, les innocents, les enfants de ses amis, ses amis, ses amours hommes et femmes, il finit par se noyer dans le sang et le néant, semblant ne plus attendre des hommes que l'acte ultime : leur révolte et son assassinat, pressentant que l'absurde est une voie à sens unique.

## La nouvelle version du théâtre de l'Atelier

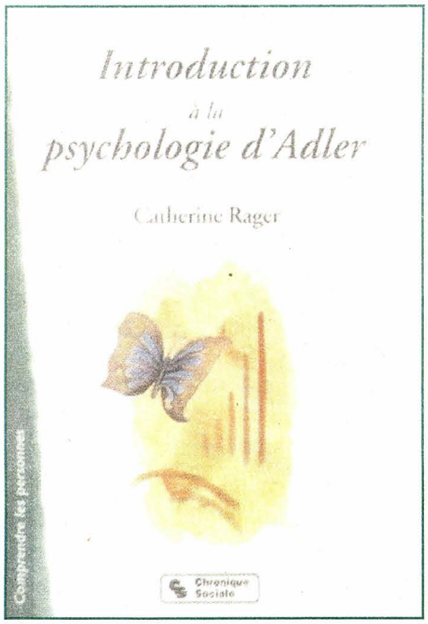
La mise en scène et les costumes sont décalés et modernes, ce qui rend la pièce plus actuelle. Charles Berling y figure un Caligula époustouflant : à fleur de peau, violent et fou à lier. Il en arriverait, au début de la pièce, à nous faire apprécier la démarche intellectuelle de Caligula. Pourtant dans l'*Homme révolté*, un autre Camus nous invite à une réflexion sur le cheminement intellectuel inverse : « au temps des meurtres, les meurtriers sont juges et l'innocent accusé ». Pour autant, son *Caligula* nous rappelle que « le théâtre est comme une illusion, c'est-à-dire le contraire du mensonge ». C'est pourquoi, je pense qu'une partie de son œuvre ne peut s'exprimer par la violence que sur une scène de théâtre en passant matériellement par la bouche d'un acteur, d'un homme. Dans *la Peine capitale*, Camus prévient encore : « Je suis aussi éloigné que possible de ce mol attendrissement où se complaisent les humanitaires et dans lequel les valeurs et les responsabilités se confondent, les crimes s'égalisent et où l'innocence perd finalement ses droits. »

En cela, Camus veut-il nous prouver que même un mouvement ouvrier révolutionnaire qui tuerait les hommes ne le ferait que pour assurer la continuité du césarisme ? Et l'on revient par là à Caligula. Au final, Camus a-t-il jamais pu sortir tout à fait de la logique absurde de mort de Caligula : « tuer les hommes ne menant à rien d'autre qu'à en tuer encore » ?

**Patrick Schindler**
*Groupe-claaaash@federation-anarchiste.org*

# Éducation et affection, plutôt qu'autorité et punition

## Alfred Adler raconté par Catherine Rager




**Pour les militants** et les adeptes de la mémoire sociale en matière de lutte anticarcérale, Catherine Rager est loin d'être inconnue.

De 1973 à 1980, elle a participé à la majorité des luttes du Comité d'action des prisonniers. Puis elle a fait partie de multiples Comités de soutien jusqu'à la moitié des années quatre-vingt-dix. Elle a toujours combattu aux côtés des prisonniers qui se révoltaient contre des condamnations iniques.

Professionnellement, en tant que psychologue, elle a suivi beaucoup de patients en thérapie et a dispensé des formations auprès des travailleurs sociaux dans toute la France. Depuis 1986, elle anime des groupes de parole avec les détenus dans plusieurs maisons d'arrêt de la région parisienne.

Elle a publié plusieurs livres, dont le très sympathique *Des enfants obéissants... notre rêve !*, qui brille par son humour et sa sérénité. Elle y dit : « Si nous n'avions pas si peur de notre liberté, celle des enfants nous poserait moins de problèmes et nous serions en mesure de les y préparer. »

Aujourd'hui, elle nous offre un remarquable ouvrage sur le psychanalyste Alfred Adler. Nous y apprenons qu'à la différence de Freud, Adler a longtemps été d'extrême gauche. Catherine Rager observe que, dans une optique analytique, il essaie de renforcer, chez son patient, le sens du réel et le sentiment social. Les psychanalystes orthodoxes travaillent surtout le développement du moi et l'adaptation à la société, quelle qu'elle soit.

Adler préconise l'éducation et l'affection, plutôt que l'autorité et la punition. Il encourage les jardins d'enfants dès le début du XXe siècle, en bon contemporain d'Ovide Decroly. Il souhaite associer les enfants à la gestion de l'école.

À une époque où les mots ont encore du sens, « Adler, écrit Catherine Rager, avait toujours dans l'esprit une amélioration des relations qui s'étendait à l'humanité entière, qui éloignerait les guerres, et il s'engageait sans hésiter dans la lutte pour le socialisme, qui lui semblait, comme beaucoup de ses contemporains, la source obligée et du bonheur et de la paix sociale. »

Nous sommes loin de Freud et de Lacan. Bientôt viendra Reich et tout un courant libertaire de la psychanalyse. Mais Alfred Adler est un pionnier. Nous saluons et remercions Catherine Rager de nous l'avoir fait connaître.

La révolution sociale passe par une psychopolitique de la Liberté !

**Jacques Lesage de La Haye**
*Groupe Berneri*
*Ras-les-Murs, Radio libertaire.*

• *Introduction à la psychologie d'Adler*, Catherine Rager, éditions Chronique sociale, 14 euros. Disponible à Publico.

# Quand les sans-papiers s'invitent chez Sarkozy

**Samedi 25 février**, un rendez-vous était donné par le 9e collectif, devant la maire de Neuilly-sur-Seine, ville dont le « petit général Boulanger » est toujours 1er adjoint (cumul des mandats non révocables, quand tu les tiens!). L'objectif était de montrer la détermination des sans-papiers, qui avaient occupé pendant des semaines un local situé face à la préfecture de Nanterre avant d'en être expulsés.

Malheureusement, peu de personnes ont répondu à leur appel. Des militants de la Fédération anarchiste, d'Act-Up Paris, des sans-papiers 92, d'autres associations et soutiens étaient présents. Mais dans le même temps avaient lieu deux autres rassemblements similaires à Montreuil et à Saint-Denis. De fait, seulement 200 personnes environ ont défilé, au-dessus desquelles flottaient de nombreux drapeaux noirs (entre autres, symboles de la misère, de la colère et de l'utopie). Nous avons défilé dans une des villes les plus sécurisées de la région parisienne, encadrés par des forces de l'ordre quasiment aussi nombreuses que nous!

Les bourgeois du cru, assez peu enclins à regarder la misère, se sont montrés soit indifférents, soit plus critiques, empêchant par exemple une camarade de coller un autocollant sur un de « leurs » bancs, sous prétexte « qu'il venait juste d'être repeint »! Quelle belle leçon petite bourgeoise d'égoïsme et de mépris, face à la demande de personnes étrangères ne réclamant que leurs droits à la régularisation de leur situation. Souvent venues en France pour y pratiquer les travaux que les Français ne veulent plus faire, souvent obligées de survivre dans des conditions de misère, dans l'insécurité matérielle (l'incendie de l'été dernier à Paris faisant 19 victimes dans un hôtel insalubre en est le fait le plus concret). Des personnes sans papiers, dont le gouvernement nie l'accès minimum aux soins lorsqu'elles sont atteintes de pathologies (de bénignes à très graves), raflées, traitées comme des esclaves modernes et exploitables à merci.

Néanmoins, notre présence se voulait symbolique dans la ville de celui qui rêve de durcir dans son projet de loi populiste l'accueil de ces personnes, nos amies. Son fantasme est de sélectionner « les plus talentueuses et les plus rentables » d'entre elles, comme au temps des colonies, détruisant leurs liens amicaux et familiaux, refusant le regroupement et les renvoyant par la force vers des pays où elles n'ont ni les moyens, ni le droit de vivre dignement, ni l'accès aux soins minimaux et médicaments réservés aux seuls privilégiés ayant soit la nationalité, soit les papiers requis. Des médicaments et soins qu'il veut réserver aux seuls privilégiés et riches, déjà bardés de mutuelles complémentaires haut de gamme.

Vu l'accueil qui nous a été réservé par les Nocéens, il est fort à parier que nous y retournerons, mais cette fois-ci en nombre! Nous ne lâcherons pas plus prise devant le mépris de ces nantis que devant leurs valets des milices locale et nationale. Comme l'ont si bien crié les sans-papiers samedi, en s'asseyant sur la chaussée: « J'y suis, j'y reste, je ne partirai pas »! [1]

**Les militants et militantes de la Fédération anarchiste solidaires avec les personnes sans papiers**

1. Un des slogans de la manif était: « Sarkozy t'as oublié, tes parents sont étrangers ». Nous sommes tous des étrangers.

Le collectif libertaire Alexandre-Marius-Jacob de Périgueux et le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste organisent un café libertaire avec repas puis, à partir de 21 heures, projection-débat sur le thème « Anarchie : fantasmes et réalités », avec un court extrait d'*Un autre futur* de Richard Prost, vendredi 10 mars au local associatif les Thétards, 3, rue Sully, à Périgueux.

## Jeudi 9 mars

**Si vis pacem de 18 heures à 19h30:** le théâtre antimilitariste contre la guerre en Irak. Invités: les Pieds sur scène.

**Les enfants de Stonewall de 19h30 à 20h30:** tous les jours de l'année sont les « journées des femmes »: les lesbiennes, des pionnières!

## Vendredi 10 mars

**Place aux fous de 13 heures à 14h30:** The 13 th Floor Elevator pour la chronique d'E. Tessier, Franck Black, Henri Texier Azur... côté musique et portrait de « Pierre Kropotkine, le rêveur libertaire en action! », côté philosophie politique émancipatrice, par O. Pascault.

## Samedi 11 mars

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11h30:** tous les fondamentalismes – chrétien, musulman, juif – sont extrêmement identiques sur la question des femmes, le contrôle de leur sexualité et l'autorité patriarcale qui s'exerce sur elles. Avec René Berthier.

**Chronique syndicale de 11h30 à 13h30:** ce qu'ils sont devenus; les grévistes de Pizza Hut, les stagiaires, les lycéens, les Corderies de Breuillet et l'occupation de l'usine pour éviter l'envoi des machines en Pologne.

## Dimanche 12 mars

**Folk à lier de midi à 14 heures:** musiques traditionnelles: le célèbre groupe acadien Vishten pendant sa tournée française.

**Tempête sur les planches de 14 heures à 15h30:** tempête culinaire 1- *Le ventre des philosophes*, de Michel Onfray à Kiron Espace 2- « Entremets — Entremots »: dîner et cabaret par le Styx Théâtre au théâtre de Châtillon.

## Lundi 13 mars

**Ondes de choc de 16 heures à 18 heures:** L'espèce humaine, de Robert Antelme, un grand texte organique et politique sur les camps... En parallèle lecture de *la Douleur*, de Marguerite Duras par Michèle Savalle.

**Le Monde merveilleux du travail de 19h30 à 21 heures:** « la situation de *France-Soir* », l'émission recevra des salariées du quotidien.

**Ça urge au bout de la scène de 21 heures à 22h30:** le magazine de la chanson vivante. Retrouvailles avec Pierre Barouh!

**Agora libertaire de 18 heures à 19h30:** le groupe de Rouen de la FA a invité Annie-Claude Le Meur, qui anima, sur la région rouennaise, une des premières émissions punk et anarpunk de France.

## Mardi 14 mars 2006

**Actes et cités de 11 heures à 12h30:** architecture et politique. Gérer l'attente: le temps du chantier des actuels terrains délaissés du Grand-Axe historique de la Défense à Nanterre au projet des Terrasses TGT/EPASA.

**Pas de quartiers... de 18 heures à 19h30:** Pas de Quartier reçoit en direct Éric Hazan pour son livre *LQR, la propagande du quotidien*, et son ami J.-F. Poirier. Tous à vos postes à galène!

## Mercredi 15 mars

**Blues en liberté de 10h30 à 12 heures:** émission musicale blues. Thème: Mighty Mo Rogers, le renouveau du blues.

**Femmes libres de 18h30 à 20h30:** Invitées: Rachel Silvera pour *Le défi de l'égalité hommes/femmes dans le syndicalisme*.

**89.4 MHz**
en région parisienne
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

agenda

## Vendredi 10 mars

### Compiègne (60)

Rencontre avec les libertaires de l'Oise de 18 heures à 21 heures au bar le Baroque, 6, rue Hippolyte-Bottier.

### Lyon

Vendredi 10 et samedi 11 mars 2006 à 20h30, *Les Monologues du vagin* par la Cie Bath'art spectacles au profit de VDAY, au Clos fleuri, 213, avenue Berthelot. Tram T2 arrêt Jet-d'Eau – Mendes.

### Périgueux (24)

(Voir page 22)

## Samedi 11 mars

### Paris 11e

Rencontre-débat autour des 2 livres édités par la CNT-RP : *La Commune de Paris* de Michel Bakounine, et *Pierre Pirotte ou le Destin d'un communard* de Jean-Luc Debry à la Passerelle, 3, rue Saint-Hubert. Métro Saint-Maur

### Paris 11e

Forum avec Roger Dadoun autour de ses livres *Manifeste pour une vieillesse ardente, l'érotisme, cent fleurs pour Wilhelm Reich*, ainsi que ses lectures, à partir de 16h30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

### Saint-Jouan-des-Guérets (35)

Concert de Serge Utgé-Royo à 20h30, au café-théâtre *Le présent têtu* , Un cabaret libertaire aux portes de Saint-Malo, 29, Grande-Rue. Réservations : 0299817470.

### Clermont-Ferrand

La CNT 63 (cnt-63@cnt-f.org) appelle à manifester contre l'incinérateur devant le conseil général du Puy-de-Dôme à 14h30.

## Dimanche 12 mars

### Clermont-Ferrand

Perf de Jean-Louis Costes, vers 20 heures, P.A.F., au Raymond's bar (http://activdtc.free.fr), 77, avenue Édouard-Michelin.

## Jeudi 16 mars

### Merlieux (02)

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Nicolas Offenstadt de 18 heures à 21 heures à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Débat : « Les mutineries de 1917 ». Apéro, table de presse. Entrée libre.

## Vendredi 17 mars

### Janvry (91)

Et samedi 18 mars, à 20h30, concert de Serge Utgé-Royo à la Petite Ferme, place de l'Église. Invités : Bruno Daraquy, Christiane Stefanski, Natacha Ezdra... Réservations : 0164905007.

## Samedi 18 mars

### Clermont-Ferrand

La CNT 63 (cnt-63@cnt-f.org) appelle à manifester contre le projet de loi CESEDA que prépare le gouvernement sur l'immigration, à 15 heures place de Jaude. Fête des 10 ans de l'Union locale CNT 63 (débats, concerts, 5 euros) à partir de 14h30, au Raymond's Bar, 77, avenue É.-Michelin http://activdtc.free.fr

### Besançon (25)

Rencontre avec Éric Coulaud qui a illustré le livre *Paroles antimilitaristes*, composé d'une série de citations antimilitaristes et de collages : à partir de 18 heures, discussion autour de l'ouvrage antimilitariste, vers 19 heures, pause apéro, puis projection d'un film qui donnera lieu à un débat, à la Librairie L'Autodidacte (5, rue Marulaz)

### Chambéry (73)

Projection du film *Les Damnés du Kosovo* , un document de Michel Collon et Vanessa Stojilkovic (2005) suivi d'un apéro, à 15 heures, à la Salle Jean-Renoir, 30, rue Nicolas-Parent. Table de presse et bouquins antimilitaristes. Entrée gratuite.

## Samedi 25 mars

### Paris 11e

Forum avec Jean-Manuel Traimond auteur de *Dissection du sadomasochisme organisé, approche anarchiste*, à partir de 16h30 au Donjon du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

## Mardi 28 mars

### Rennes

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste de Rennes organise une réunion publique sur le thème : « Décroissance et révolution » avec Jean-Pierre Tertrais, à 20h30, salle Kaouenn, Maison du Champ-de-Mars, 6, cours des Alliés.

## Mercredi 29 mars

### Nantes

Mercredi 29 et jeudi 30 mars : 16e, Salon national des apprentissages individualisés et personnalisés de l'ICEM, pédagogie Freinet sur le thème « Quels savoirs aujourd'hui, pour quelle société ? », dans les locaux du Foyer de jeunes travailleurs de Beaulieu, au 9, bd Vincent-Gâche.

Hugues Grimard